

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 712

26 avril 2007

### SOMMAIRE

<b>AB CPM Europroperty Finance S.à r.l.</b>	<b>34171</b>	<b>Leader Wood S.A.</b>	<b>34152</b>
<b>Alena Invest</b>	<b>34130</b>	<b>Levens Administration Office S.A.</b>	<b>34172</b>
<b>Arcalux S.A.</b>	<b>34134</b>	<b>Liane S.A.</b>	<b>34133</b>
<b>Baring Russia Fund</b>	<b>34173</b>	<b>Lucarnon S.A.</b>	<b>34135</b>
<b>Bipielle Investment Fund</b>	<b>34136</b>	<b>Mag International Holdings S.à r.l.</b>	<b>34167</b>
<b>Bridinvest Holding S.A.</b>	<b>34172</b>	<b>Marin Holding S.A.</b>	<b>34171</b>
<b>Brockmont International S.A.</b>	<b>34173</b>	<b>Met-Lux Métalliseurs Luxembourgeois S.A.</b>	<b>34173</b>
<b>Carry European Markets</b>	<b>34131</b>	<b>Mobility International Holding S.A.</b>	<b>34131</b>
<b>Cross Falls Holding S.A.</b>	<b>34174</b>	<b>Myriam S.A.</b>	<b>34170</b>
<b>De Bracco S.A.</b>	<b>34133</b>	<b>Octavian S.à.r.l.</b>	<b>34168</b>
<b>Diamer Invest Holding S.A.</b>	<b>34133</b>	<b>PL.LUX s.à r.l.</b>	<b>34170</b>
<b>Dilos S.A.</b>	<b>34132</b>	<b>PL.LUX s.à r.l.</b>	<b>34175</b>
<b>Drop Zone S.à.r.l.</b>	<b>34175</b>	<b>Power Team</b>	<b>34136</b>
<b>Du Parc Holding S.A.</b>	<b>34135</b>	<b>Pricourt International S.A.</b>	<b>34130</b>
<b>DZC</b>	<b>34176</b>	<b>Realstar Healthcare Financial S.à r.l.</b>	<b>34176</b>
<b>Erkada S.A.</b>	<b>34135</b>	<b>Salmaggi Constructions S.A.</b>	<b>34172</b>
<b>F. Van Lanschot Corporate Services S.A.</b>	<b>34170</b>	<b>SDB Finanziaria S.A.</b>	<b>34169</b>
<b>F.Van Lanschot Management S.A.</b>	<b>34169</b>	<b>Société Alsacienne et Lorraine de Télécommunications et d'Electronique</b>	<b>34167</b>
<b>Gestifactus S.A.</b>	<b>34130</b>	<b>Société Becla S.A.</b>	<b>34175</b>
<b>Harbour Trust and Management S.A.</b>	<b>34175</b>	<b>Société d'Investissements l'Occitane Internationale</b>	<b>34168</b>
<b>Immobilière de l'Ouest</b>	<b>34134</b>	<b>Transfolux S.A.</b>	<b>34176</b>
<b>ING RPFEB Soparfi A S.à r.l.</b>	<b>34174</b>	<b>Tresis Financière S.A.</b>	<b>34131</b>
<b>International Golf &amp; Leisure S.A.</b>	<b>34132</b>	<b>Valorinvest</b>	<b>34136</b>
<b>Jasmin Investments S.A.</b>	<b>34134</b>	<b>WhiteStones S.C.A.</b>	<b>34155</b>
<b>J.B. Investment Company</b>	<b>34167</b>	<b>Y.D.X. S.A.</b>	<b>34155</b>
<b>Julius Baer Special Funds</b>	<b>34138</b>	<b>Zakhem International S.A.</b>	<b>34168</b>
<b>Kinnevik S.A.</b>	<b>34171</b>		
<b>Lali Holding S.A.</b>	<b>34132</b>		

**Pricourt International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 68.458.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 mai 2007 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033204/10/18.

---

**Gestifactus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 88.235.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 mai 2007 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spéciale conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033206/10/18.

---

**Alena Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 75.860.

Le Conseil d'Administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les Actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 4 mai 2007 à 11.00 heures, au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Nomination du Président de l'Assemblée,
2. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2006,
3. Approbation des bilan et comptes de pertes et profits au 31 décembre 2006,
4. Affectation des résultats,
5. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 2006,
6. Elections statutaires,
7. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs au moins avant la date de l'Assemblée, au siège social de la Société.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés de faire connaître à la société, deux jours francs au moins avant l'Assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration. A cet effet, des formulaires de procurations sont disponibles sur simple demande au siège social de la Société.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035065/755/30.

---

**Mobility International Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 73.861.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 mai 2007 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033234/10/18.

---

**Carry European Markets, Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 74.793.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 mai 2007 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2006;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2006;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033236/10/18.

---

**Tresis Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 79.175.

---

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 mai 2007 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

34132

*Ordre du jour:*

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. délibération conformément à l'article 100 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales;
- g. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033846/45/18.

---

**Lali Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 97.640.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 mai 2007 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033847/45/17.

---

**International Golf & Leisure S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9748 Eselborn, Mecherwee.

R.C.S. Luxembourg B 96.592.

Mesdames, Messieurs les actionnaires de la société INTERNATIONAL GOLF & LEISURE S.A., sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 4 mai 2007 à 16.00 heures au siège de la société:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'entreprise.
3. Approbation des comptes annuels et du rapport de gestion au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux Administrateurs.
5. Décharge au Réviseur d'entreprise.
6. Elections statutaires.

N.B. Les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs actions cinq jours avant l'assemblée aux guichets de la DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035089/800085/19.

---

**Dilos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7268 Bereldange, 23, Cité Aline Mayrisch.

R.C.S. Luxembourg B 25.680.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 8 mai 2007 au siège social à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2006 et affectation des résultats
3. Décharge aux administrateurs et commissaire aux comptes
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033852/1616/15.

---

**Liane S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 23.428.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le mercredi 9 mai 2007 à 11.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033939/1267/15.

---

**De Bracco S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 3, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 125.788.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à:

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le jeudi 3 mai 2007 à 11.00 du matin à L-2670 Luxembourg, 43, boulevard de Verdun, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Changement de la dénomination sociale en DEBRA CORPORATION S.A. et modification afférente au point 1.2. de l'article 1<sup>er</sup>.
2. Transfert du siège social de L-1219 Luxembourg, 3, rue Beaumont, à L-2670 Luxembourg, 43, boulevard de Verdun.
3. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007034706/1040/16.

---

**Diamer Invest Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 61.628.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 4 mai 2007 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2006.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035078/1023/16.

---

**Jasmin Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 67.529.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 4 mai 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 sur la législation des sociétés.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035058/1023/17.

---

**Immobilière de l'Ouest, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 116.386.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 7 mai 2007 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- a. rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2006;
- b. rapport du Commissaire;
- c. lecture et approbation du Bilan et du Compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2006;
- d. affectation du résultat;
- e. décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire;
- f. divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007033849/45/17.

---

**Arcalux S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 53.316.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 4 mai 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035077/1023/17.

---

**Erkada S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 59.367.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 4 mai 2007 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2006, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2006.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035079/1023/17.

---

**Lucarnon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 112.159.

---

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme LUCARNON S.A. sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi, 4 mai 2007 à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035083/750/17.

---

**Du Parc Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 112.261.

---

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme DU PARC HOLDING S.A. sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi, 4 mai 2007 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007035088/750/16.

---

**Valorinvest, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 53.010.

Die Aktionäre werden hiermit zur

**ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

eingeladen, die am Sitz der Gesellschaft am 3. Mai 2007 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung beschließen soll:

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebniszuweisung per Dezember 31, 2006.
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder.
4. Verschiedene Ernennungen.
5. Verschiedenes.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung verlangen keine besondere Beschlussfähigkeit. Vollmachten sind am Sitz der Gesellschaft verfügbar.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien bis spätestens den 2. Mai 2007 bei der KREDIETBANK SA LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg hinterlegen

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2007034445/755/20.

**Bipielle Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 40.575.

Les Actionnaires sont invités à assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui se tiendra le 3 mai 2007 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et de l'affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Nominations Statutaires.
5. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le 2 mai 2007 au plus tard auprès de KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007034446/755/20.

**Power Team, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3616 Kayl, 14, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 125.914.

**STATUTEN**

Im Jahre zweitausendsieben, den zweiundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, im Amtssitz in Luxemburg-Eich.

Sind erschienen:

- 1.- Dame Manuela Berchem, Geschäftsfrau, wohnhaft in L-9687 Surré, 21, Montée St. Hubert,
- 2.- Herr Werner Hahn, Elektromeister, wohnhaft in D-66693 Nohn Kaulenfeldstrasse, 14
- 3.- Herr Yves Mercier, Geschäftsführer, wohnhaft in D-66740 Saarlouis, Hülzweilerstrasse 63.

Welche Kompargenten erklären zwischen ihnen und allen denjenigen welche im Nachhinein Anteilhaber werden könnten, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts gründen zu wollen, welche den Bestimmungen des Gesetzes über Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.



**Art. 1.** Der Gesellschaftsname der Gesellschaft mit beschränkter Haftung lautet POWER TEAM

**Art. 2.** Zweck der Gesellschaft sind:

- Errichtung, Betreiben, Reinigung, Unterhalt und Wartung von Gebäude- Industrie-, Garten-, Elektro- und Abfallanlagen, sowie der Handel mit den diesbezüglichen Waren, Produkten und Materialien,
- der Handel mit Möbeln sowie mit Baumaterialien, Baustoffen und Baumaschinen.

Weiterer Zweck der Gesellschaft ist die Handelsvertretung von Unternehmen die vorstehend genannte Produkte herstellen und/oder vertreiben.

Die Gesellschaft kann Unternehmen gleicher oder ähnlicher Art übernehmen, vertreten und sich an solchen Unternehmen beteiligen, sie darf auch Zweigniederlassungen errichten.

Fernerhin ist es der Gesellschaft gestattet sämtliche mobiliare und immobiliare Geschäfte auszuführen, die zur Vervollkommnung des Hauptgesellschaftszweckes dienlich sein können.

Desweiteren kann die Gesellschaft sich kapitalmäßig oder auch sonstwie an in- und ausländischen Unternehmen beteiligen und diese Beteiligungen verwerten.

**Art. 3.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet vom heutigen Tage an gerechnet.

Sie kann durch Beschluß der Generalversammlung der Gesellschafter, welche mit der zur Änderung der Satzung erforderlichen Mehrheit beschließen aufgelöst werden.

**Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde von Kayl.

Der Firmensitz kann durch Beschluß einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung an jeden anderen Ort des Großherzogtums verlegt werden.

Es ist der Gesellschaft gestattet Büros, Zweigstellen und/oder Filialien sowohl im In- als auch im Ausland zu errichten.

**Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) eingeteilt in einhundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (125,- EUR), aufgeteilt wie folgt:

1.- Dame Manuela Berchem .....	10
2.- Herr Werner Hahn .....	60
3.- Herr Yves Mercier .....	30
Total: .....	100

Diese Anteile wurden vollständig und in bar eingezahlt, so daß die Summe von zwölftausendfünfhundert euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen und von diesem ausdrücklich bestätigt wurde.

**Art. 6.** Die Anteilübertragung an Drittpersonen kann nur mit der Zustimmung aller Anteilinhaber geschehen.

Bei Sterbefall können die Anteile ohne besondere Zustimmung an den überlebenden Ehepartner respektive die pflichtteilsberechtigten Erben übertragen werden. In jedem Fall sind die Bestimmungen des Artikels 189 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 anwendbar.

**Art. 7.** Weder Tod, Verlust der Geschäftsfähigkeit, Konkurs noch Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft auf.

**Art. 8.** Gläubiger, Berechtigte oder Erben des alleinigen Gesellschafters, oder im Falle von mehreren Gesellschaftern eines Gesellschafters, können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder an den Gesellschaftsunterlagen stellen.

**Art. 9.** Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, welche nicht Gesellschafter sein müssen und welche von dem einzigen Anteilinhaber oder durch die Generalversammlung aller Anteilinhaber, ernannt werden. Der oder die Geschäftsführer sind jederzeit abrufbar.

Die jeweiligen Befugnisse des oder der Geschäftsführer, sowie die Dauer deren Mandats werden bei ihrer Ernennung festgelegt.

Die Gesellschaft wird rechtsgültig verpflichtet durch die Unterzeichnung des oder der Geschäftsführer.

Es ist dem oder den Geschäftsführern erlaubt Vollmachten auszustellen.

**Art. 10.** Bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen die Geschäftsführer keine persönlichen Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

**Art. 11.** Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt, ganz gleich wieviele Anteile er hat. Er kann soviele Stimmen abgeben wie er Anteile innehat. Jeder Gesellschafter kann sich regelmäßig bei der Generalversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

**Art. 12.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 13.** Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluß in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

**Art. 14.** Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz, während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

**Art. 15.** Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent dieses Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt bis diese zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

**Art. 16.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von dem einzigen Anteilhaber oder von der Generalversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Der einzige Anteilhaber oder die Generalversammlung legen deren Befugnisse und Bezüge fest.

Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweist der Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen. Der amtierende Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2007.

#### *Kosten*

Die Kosten und Gebühren, welcher Form es auch sein mögen, die zur Gründung der Gesellschaft zu ihrer Last sind, werden auf 1.000,- EUR abgeschätzt.

#### *Ausserordentliche Generalversammlung*

Und sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat der Anteilhaber, welcher das gesamte Kapital vertritt, folgende Beschlüsse gefaßt:

1.- Die Zahl der Geschäftsführer wird auf drei festgesetzt.

- Technischer Geschäftsführer für den Bereich von Unterhalt, Reinigung und Wartung von Gebäude, Industrie-, Garten- und Abfallanlagen wird Herr Yves Mercier, vorbenannt

- Technischer Geschäftsführer für den Bereich von Errichtung, Betrieb, Unterhalt und Wartung von Maschinen und Elektroanlagen wird Herr Werner Hahn, vorbenannt

- Administrative Geschäftsführerin wird Dame Manuela Berchem, vorbenannt.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern vertreten, wovon jeweils eine Unterschrift die des zuständigen technischen Geschäftsführers sein muss.

Die Geschäftsführer werden auf unbestimmte Zeit ernannt.

2.- Die Adresse der Gesellschaft ist L-3616 Kayl, 14, rue du Commerce.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg-Eich, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Berchem, W. Hahn, Y. Mercier, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 23 mars 2007. LAC/2007/2961. — Reçu 125 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 10. April 2007.

Unterschrift.

Référence de publication: 2007037884/206/109.

(070050231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2007.

### **Julius Baer Special Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 125.784.

#### — STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am fünfzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg

Ist erschienen:

JULIUS BAER (LUXEMBOURG) S.A., eine Gesellschaft organisiert und bestehend nach Luxemburger Recht mit Sitz in 25, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg,

vertreten durch Frau Josiane Schroeder, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg,

auf Grund einer Vollmacht ausgestellt in Luxemburg am 14. März 2007,

welche dem Original nach gehöriger ne varietur Paraphierung durch die Bevollmächtigte und den unterzeichneten Notar dieser Urkunde beigefügt ist, um mit ihr registriert zu werden.

Diese hat den unterzeichneten Notar gebeten, die Gründungsurkunde einer Gesellschaft zu dokumentieren, für welche sie die folgende Satzung festlegt:

### **Die Gesellschaft**

**Art. 1.** Es wird hierdurch durch den Unterzeichner und den alleinigen Eigner der danach ausgegebenen Gesellschaftsanteile eine Gesellschaft in der Form einer «Aktiengesellschaft» gegründet, die eine «Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital» («SICAV») unter dem Namen JULIUS BAER SPECIAL FUNDS (die «Gesellschaft») darstellt.

Die Gesellschaft hat zunächst nur einen einzigen Anteilseigner, der Eigner des gesamten ausgegebenen Gesellschaftskapitals ist. Die Gesellschaft kann jedoch zu jeder Zeit mehrere Anteilseigner haben infolge der Übertragung von Anteilen oder der Ausgabe von neuen Anteilen.

### **Dauer**

**Art. 2.** Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Sie kann jederzeit durch einen Beschluß der Anteilseigner der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluß in der Form gemäß Art. 32 der Satzung erfolgt.

### **Gegenstand**

**Art. 3.** Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist die Anlage in übertragbare Wertpapiere jeder Art und/oder in andere liquide Finanzanlagen im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 (das «Gesetz von 2002») über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere, zum Zwecke der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung des Anlagevermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz von 2002 erlaubt.

### **Geschäftssitz**

**Art. 4.** Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in der Stadt Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanten können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluß des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der «Verwaltungsrat») errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, daß Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

### **Gesellschaftskapital - Aktien**

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert («Anteile») dargestellt, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht in Schweizer Franken dem Gegenwert von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-).

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit Anteile zum Ausgabepreis pro Anteil gemäß Artikel 27 auszugeben, ohne den bestehenden Anteilseignern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren. Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder oder einem Geschäftsführer der Gesellschaft oder jeder rechtmäßig ermächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Solche Anteile können gemäß Beschluß des Verwaltungsrates verschiedenen Anlagevermögen («Subfonds») angehören und ebenfalls nach Beschluß des Verwaltungsrates in unterschiedlichen Währungen notiert sein. Der Verwaltungsrat kann ausserdem bestimmen, daß innerhalb eines Subfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen («Anteilkategorie») mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Rechtsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Erlös der Ausgabe jedes Subfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere (Wertrechte etc.; in der Folge «Wertpapiere») bzw. in andere liquide Finanzanlagen investiert, die den geographischen Regionen, Industriesektoren, Währungsgebieten entsprechen und die Vorschriften betreffend spezielle Formen von Aktien oder fest- oder variabelverzinslichen Wertpapieren berücksichtigen, die der Verwaltungsrat für die betreffenden Subfonds bestimmt.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Inventarwerte jedes Subfonds, die nicht in Schweizer Franken ausgedrückt sind, in Schweizer Franken umgerechnet, so daß das Gesellschaftskapital der Summe aller Inventarwerte aller Subfonds ausgedrückt in Schweizer Franken entspricht.

### **Inhaber und Namensanteile**

**Art. 6.** Der Verwaltungsrat kann entscheiden, Namens- und/oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschließenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Anteilseigner von Inhaberanteilen die Zusage oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Anteilskategorie bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschließt, daß die Anteilseigner eines Subfonds keine Zertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Anteilseigner eines Namensanteils, daß ihm eine Bestätigung oder Anteilszertifikate für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf- oder abgerundet werden, gemäß den Bestimmungen des geltenden Rechtsprospektes der Gesellschaft. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilszertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Sofern die Gesellschaft nur ein Verwaltungsratsmitglied hat, werden die Anteilszertifikate von letzterem unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschließen wird.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises (gemäß Artikel 27) ausgegeben. Der Zeichner wird die Lieferung von Anteilszertifikaten bzw. wie oben dargelegt, eine Bestätigung seiner Anteile innerhalb banküblicher Fristen erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister («Register») oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist; bezüglich Inhaberanteile erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Gesellschaft benannten Zahlstellen.

Eine Dividende, die erklärt, aber nicht auf einen ausschüttenden Inhaberanteil ausbezahlt wurde, insbesondere wenn kein Ertragsschein vorgelegt wird, kann nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der hierfür erfolgten Zahlungserklärung vom Eigner eines solchen Anteils nicht mehr eingefordert werden und wird dem jeweiligen Subfonds der Gesellschaft gutgeschrieben. Auf erklärte Dividenden werden vom Zeitpunkt ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Anteilseigner sämtlicher ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Anteilseigners von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Subfonds und Anteilskategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils werden in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Anteile sind frei von Beschränkungen der Übertragungsrechte und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilszertifikate.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigungen oder Zertifikate über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Anteilseigner diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. In Folge kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilszertifikate, die volle Anteile darstellen, ausgegeben.

### **Verlorene und zerstörte Zertifikate**

**Art. 7.** Falls ein Anteilseigner von Inhaberanteilen der Gesellschaft in rechtsgenügender Weise nachweisen kann, daß sein Anteilszertifikat verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann ein Duplikat des Anteilszertifikats ausgestellt werden, sofern die von der Gesellschaft verlangten Bedingungen erfüllt sind. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilszertifikats mit dem Vermerk «Duplikat» wird das ursprüngliche Anteilszertifikat ungültig. Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem

Gutdünken, dem Anteilseigner die Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates zu belasten.

### **Einschränkung des Anteilbesitzes**

**Art. 8.** Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Einschränkungen (außer Einschränkung der Übertragung von Anteilen) zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, daß keine Anteile der Gesellschaft oder Anteile eines Subfonds und/oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden «ausgeschlossene Person» genannt) erworben oder gehalten werden:

a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäß den Bestimmungen des Prospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist;

b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, daß die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann demnach den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Hierfür kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, bis sie sich vergewissert hat, ob die Ausgabe oder die Registrierung dazu führen könnte, daß dadurch ein tatsächliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;

c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, daß eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder tatsächlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der erworbenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend als «die Rücknahme-Aufforderung» genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, ggf. der Gesellschaft die Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluß am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend «Rücknahmepreis» genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Subfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 25 dieser Satzung berechnet wird, abzüglich einer etwaigen Rücknahmegebühr gemäß Artikel 23.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (wie in der Rückkaufnahme-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung, ggf. gegen Aushändigung der Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen oder gegen die Erbringung eines sonstigen für die Gesellschaft akzeptablen Eigentumsnachweises, hinterlegt werden. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises, verliert die Person die Rechte, die sie wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, besaß, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäss diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, daß kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder daß der tatsächliche oder rechtliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, daß die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

### **Rechte der Generalversammlung der Anteilseigner**

**Art. 9.** Jede ordnungsgemäß abgehaltene Generalversammlung der Anteilseigner stellt das oberste Organ der Gesellschaft dar. Deren Beschlüsse sind für alle Anteilseigner verbindlich, unabhängig vom Subfonds oder von der Anteilskategorie, soweit diese Beschlüsse nicht in die Rechte der getrennten Versammlung der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie gemäß den nachfolgenden Bestimmungen eingreifen.

Die Generalversammlung der Anteilseigner hat die weitgehendsten Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, übt letzterer alle Befugnisse der Generalversammlung der Anteilseigner aus.

### Generalversammlung

**Art. 10.** Die jährliche Generalversammlung der Anteilseigner wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet am zweiten Dienstag des Monats November jeden Jahres um 17 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies gemäß freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Versammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

### Getrennte Versammlungen der Anteilseigner

**Art. 11.** Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlußfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 12 niedergelegten Regelungen sinngemäß. Eine getrennte Versammlung der Anteilseigner kann bezüglich der betreffenden Subfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschließen, die gemäß Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Anteilseigner dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Subfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

### Beschlußfähigkeit und Abstimmungen

**Art. 12.** Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Anteilseignern.

Jeder Anteil eines Subfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann an jeder Versammlung von Anteilseignern teilnehmen oder sich mittels einer brieflich oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Unter Vorbehalt anderslautender gesetzlicher oder satzungsmäßiger Bestimmungen werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Anteilseignern durch einfache Mehrheit der anwesenden oder durch Vollmacht vertretenen und abgegebenen Stimmen gefaßt. Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Anteilseigner teilnehmen zu können.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, übt letzterer alle Rechte aus, welche den Anteilseignern durch das Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung zustehen. Die von einem solchen alleinigen Anteilseigner gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll niedergeschrieben.

### Einladungen

**Art. 13.** Die Generalversammlung bzw. weitere Versammlungen der Anteilseigner werden durch den Verwaltungsrat mittels Einladung einberufen, die die Tagesordnung enthält. Diese erfolgt brieflich in Bezug auf Namensanteilseigner wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung, wobei der betreffende Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie der jeweilige Jahresabschlussbericht den Namensanteilseigner gemeinsam mit der Einladung zugesandt werden. Diese Unterlagen sind ferner 15 Tage vor der Generalversammlung an dem Gesellschaftssitz zur Einsicht verfügbar. Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muß die Einberufung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations in Luxemburg, in einer Luxemburger Zeitung und in einer oder mehreren Zeitungen von weiteren Ländern in denen Anteile öffentlich vertrieben werden, nach Wahl des Verwaltungsrats, veröffentlicht werden.

### Der Verwaltungsrat

**Art. 14.** Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen. Falls die Gesellschaft jedoch nur einen einzigen Anteilseigner hat oder falls bei einer Generalversammlung der Anteilseigner festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, kann der Verwaltungsrat bis zur Generalversammlung der Anteilseigner, welche der Feststellung der Existenz von mehr als einem Anteilseigner folgt, aus einem einzigen Mitglied bestehen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Anteilseigner anläßlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal sechs (6) Jahren gewählt und sind wiederwählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluß der Generalversammlung der Anteilseigner abberufen und/oder ersetzt werden. An der Generalversammlung kann nur eine Person, die dem Verwaltungsrat bis zu diesem Zeitpunkt angehörte, als Mitglied des Verwaltungsrates gewählt werden, es sei denn, diese Person

(1) wird vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen, oder

(2) ein Anteilseigner, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, unterbreitet dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als 30 Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Anteilseigner den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

### **Interne Organisation des Verwaltungsrates**

**Art. 15.** Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, sowie gegebenenfalls einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluß der Anwesenden.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Briefliche, telegrafische, elektronische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlußfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluß im Voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder in jeder anderen Form wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme durch Telefon oder Videokonferenz oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefaßt. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmengleichheit den Stichentscheid.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluß herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautenden Urkunden.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen Beirat ernennen. Eine Entscheidungsbefugnis kommt dem Beirat nicht zu.

### **Protokolle der Verwaltungsratssitzungen**

**Art. 16.** Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden derselben und ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats und ein Verwaltungsratsmitglied zu unterzeichnen.

### **Festlegung der Anlagepolitik**

**Art. 17.** Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Anteilseignerversammlung vorbehalten sind.

Vorbehaltlich derjenigen Angelegenheiten, die den Anteilseignern in der Generalversammlung gemäß Satzung zustehen und gemäß der vorstehenden Einschränkungen, ist der Verwaltungsrat befugt, insbesondere die Anlagepolitik für jeden Subfonds nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, unter Beachtung der Anlagebeschränkungen gemäß Gesetz, Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann bestimmen, dass das Vermögen der Gesellschaft wie folgt angelegt wird:

a) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente:

- die an einem geregelten Markt (wie in Artikel 1 des Gesetzes von 2002 definiert) notiert oder gehandelt werden;
- die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union («EU»), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
- die an einer Wertpapierbörse eines Drittlandes amtlich notiert oder an einem anderen geregelten Markt eines Drittlandes, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden. In diesem Zusammenhang bedeutet «Drittland» alle Länder Europas die kein Mitgliedsstaat der EU sind und alle Länder Nord- und Südamerikas, Afrikas, Asiens und das Pazifikbeckens.

b) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt, wie in Punkt a) beschrieben, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

c) In Anteile von nach der Richtlinie 85/611/EWG, wie abgeändert durch die Richtlinien 2001/107/EG und 2001/108/EG, (nachfolgend «Richtlinie 85/611/EWG») zugelassenen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz (2) erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern:

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer behördlichen Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht;
- das Schutzniveau der Anteilhaber der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilhaber eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahmen, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;
- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;
- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf.

d) In Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei qualifizierten Kreditinstituten, die ihren Gesellschaftssitz in einem Mitgliedstaat der EU oder in einem Mitgliedstaat der OECD oder in einem Land, das die Beschlüsse der Financial Actions Task Force («FATF» bzw. GROUPE D'ACTION FINANCIERE INTERNATIONALE «GAFI») ratifiziert hat, haben (ein «Qualifiziertes Kreditinstitut»).

e) In Geldmarktinstrumente, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikel 1 des Gesetzes von 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der ZENTRALBANK eines Mitgliedstaats der EU, der EUROPÄISCHEN ZENTRALBANK, der EU oder der EUROPÄISCHEN INVESTITIONSBANK, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat der EU angehört, begeben oder garantiert; oder
- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter (a) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden; oder
- von einem Institut, das gemäss den im Gemeinschaftsrecht der EU festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts der EU, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert; oder
- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei den Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn (10) Mio. EUR, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermässige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

f) In Derivate einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem wie unter dem vorstehenden Buchstaben a) bezeichneten geregelten Markt gehandelt werden und/oder die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate»), sofern:

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) des Gesetzes von 2002, um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft gemäss ihren Anlagezielen anlegen darf,
- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden und



- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative der Gesellschaft zum angemessenen Zeitwert veräußert werden können.

Jedoch kann die Gesellschaft höchstens 10 % des Inventarwertes eines jeden Subfonds in andere als die unter (a) bis (e) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente sowie, wenn keine darüber hinausgehenden Anlagen in Zielfonds im jeweiligen Besonderen Teil des Rechtsprospektes zugelassen werden, höchstens 10% des Inventarwertes eines jeden Subfonds in Zielfonds (d.h. Anteile in OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Ziffer c) oben) anlegen.

Die Gesellschaft legt höchstens 10 % des Inventarwertes eines jeden Subfonds in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und desselben Emittenten an. Die Gesellschaft legt höchstens 20 % des Inventarwertes eines jeden Subfonds in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung an.

Die Obergrenze des ersten Satzes des vorhergehenden Absatzes wird auf 35 % angehoben, wenn die Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen mindestens ein EU-Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert werden.

Abweichend von den vorhergehenden Absätzen ist die Gesellschaft ermächtigt, in Übereinstimmung mit dem Prinzip der Risikostreuung bis zu 100% des Inventarwertes eines Subfonds in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente verschiedener Emissionen zu investieren, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften oder einem Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organisationen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, allerdings mit der Massgabe, dass der Subfonds Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von mindestens sechs unterschiedlichen Emissionen halten muss, wobei die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente einer Emission höchstens 30% des Inventarwertes des Subfonds ausmachen dürfen.

Darüber hinaus wird sich die Gesellschaft an alle weiteren Einschränkungen halten, die von den Aufsichtsbehörden jener Länder vorgeschrieben werden, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Im Falle, daß eine Änderung des Gesetzes von 2002 zu wesentlichen Abweichungen führt, kann der Verwaltungsrat beschließen, daß sich solche neuen Bestimmungen anwenden.

#### **Pooling und «Co-Management»**

**Art. 18.** Die Verwaltung der Vermögenswerte eines Subfonds kann mittels «Pooling» erfolgen.

In diesem Fall werden Vermögen verschiedener Subfonds zusammen verwaltet. Derartige Vermögen werden als «Pool» bezeichnet, wobei jedoch solche «Pools» ausschließlich für interne Verwaltungszwecke verwendet werden. Die «Pools» haben keine eigene Rechtspersönlichkeit und sind nicht direkt zugänglich für die Anteilseigner. Jedem Subfonds, welcher zusammen mit anderen Subfonds verwaltet wird, werden seine spezifischen Vermögen zugeteilt.

Wenn Vermögen eines oder mehrerer Subfonds zusammen verwaltet werden, werden die Vermögen, welche jedem teilnehmenden Subfonds zugeteilt werden, zunächst gemäss ihrer ersten Zuteilung von Vermögen in einen solchen «Pool» bestimmt und werden im Falle von zusätzlichen Zuteilungen oder Zurücknahmen abgeändert.

Die Ansprüche jedes teilnehmenden Subfonds auf die gemeinsam verwalteten Vermögen finden auf all und jede Anlagen jenes «Pools» Anwendung.

Zusätzliche Anlagen, welche im Namen von gemeinsam verwalteten Subfonds gemacht werden, werden diesen Subfonds gemäss ihren respektiven Rechten zugeteilt und Vermögenswerte welche verkauft werden, werden in der gleichen Art und Weise von den betreffenden Vermögenswerten jedes teilnehmenden Subfonds entnommen.

Des Weiteren, soweit dies mit der Anlagepolitik der betreffenden Subfonds zu vereinbaren ist, kann der Verwaltungsrat mit Blick auf eine effiziente Verwaltung bestimmen, daß das ganze oder ein Teil des Vermögens eines oder mehrerer Subfonds im Rahmen des «Co-Management» gemeinsam mit dem Vermögen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen, wie im Prospekt beschrieben, verwaltet wird.

#### **Unvereinbarkeitsbestimmungen**

**Art. 19.** Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, daß ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, nicht verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muß er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen.

Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offenzulegen.

Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, findet der vorstehende Absatz keine Anwendung, sondern es werden die Geschäfte mit ihrem Verwalter, wenn dieser ein der Gesellschaft entgegengesetztes Interesse hat, lediglich in einem Protokoll über diese Geschäfte erwähnt.

Die vorstehenden Bestimmungen wenden sich nicht an, wenn die betreffenden Geschäfte im Rahmen des alltäglichen Geschäftsgangs zu üblichen Bedingungen ausgeführt werden.

Der hier verwendete Ausdruck «persönliches Interesse» umfaßt nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die BANK JULIUS BÄR & CO. AG (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

### Freistellung

**Art. 20.** Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, daß die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

### Vertretung

**Art. 21.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet oder - falls der Verwaltungsrat entsprechende Beschlüsse gefaßt hat - durch gemeinsame Unterschriften eines Verwaltungsrats mit einem Geschäftsführer, Prokuristen oder anderen Bevollmächtigten bzw. durch die Einzelunterschrift solcher anderer Personen für genau bezeichnete Einzelgeschäfte, denen dazu durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder die entsprechenden Befugnisse erteilt wurden.

Sofern die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied hat, vertritt letzterer die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift.

### Wirtschaftsprüfer

**Art. 22.** Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprise agréé»), der die in Artikel 113 des Gesetzes von 2002 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

### Rücknahme und Umtausch von Anteilen

**Art. 23.** Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkung bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Anteilseigner kann beantragen, daß die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft, unter dem Vorbehalt, daß die Gesellschaft nicht gezwungen ist, an einem Bewertungstag (wie nachstehend definiert) oder in irgendeinem Zeitraum von sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen mehr als 10 % der ausstehenden Anteile eines Subfonds zurückzukaufen. Zu diesem Zwecke gilt ein Umtausch von Anteilen irgendeines Subfonds als Rücknahme.

Gehen bei der Gesellschaft an einem Bewertungstag oder in einem Zeitraum von sieben aufeinanderfolgenden Bewertungstagen Rücknahme- oder Umtauschgesuche für eine größere als die vorgenannte Zahl von Anteilen ein, bleibt es der Gesellschaft vorbehalten, die Rücknahme oder den Umtausch bis zum siebten darauffolgenden Bewertungstag aufzuschieben. Diese Rücknahme- und Umtauschanträge werden gegenüber später eingegangenen Anträgen bevorzugt behandelt.

Der Rücknahmepreis wird innerhalb von fünf Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem betreffenden Bewertungstag oder, falls später, nach dem Eingangsdatum der Anteilszertifikate (wenn diese ausgegeben werden) bezahlt. Der Rücknahmepreis wird auf der Grundlage des Inventarwerts pro Anteil des jeweiligen Subfonds in Übereinstimmung mit den Vorschriften des Artikels 25 dieser Satzung berechnet, abzüglich einer Rücknahmegebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils beschlossen und im Rechtsprospekt beschrieben wird.

Sollte im Falle von Rücknahmen aufgrund von außergewöhnlichen Umständen die Liquidität des Anlagevermögens eines Subfonds nicht für die Zahlung innerhalb dieses Zeitraums ausreichen, wird die Zahlung so bald wie möglich durchgeführt werden, jedoch, soweit rechtlich zulässig, ohne Zinsen.

Der Antrag auf Rücknahme der Anteile ist vom Anteilseigner schriftlich direkt an die Gesellschaft oder an eine der Vertriebsstellen bis zu dem im Rechtsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Bewertungstag zu richten, an dem die Anteile zurückgegeben werden sollen. Die Anteilszertifikate müssen mit allen noch nicht fälligen Coupons versehen sein. Ein ordnungsgemäß erteilter Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, außer im Falle und während einer Aussetzung oder Aufschiebung der Rücknahme. Zurückgenommene Anteile werden annulliert.

Jeder Anteilseigner kann grundsätzlich den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile in Anteile eines anderen Subfonds an einem für beide Subfonds geltenden Bewertungstag sowie innerhalb eines Subfonds einen Umtausch zwischen verschiedenen Anteilkategorien beantragen, gemäß einer im Prospekt beschriebenen Umtauschformel und nach den Grundsätzen und gegebenenfalls Einschränkungen, wie sie vom Verwaltungsrat für jeden Subfonds festgelegt worden sind.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, den Umtausch der Anteile eines Subfonds in Anteile eines anderen Subfonds oder innerhalb eines Subfonds in andere Anteilkategorien Einschränkungen und Bedingungen zu unterwerfen, die im geltenden Rechtsprospekt dargelegt sind. Dabei kann der Verwaltungsrat insbesondere:

- die Frequenz von Umtauschanträgen begrenzen;
- den Umtausch von Anteilkategorien bzw. in Anteile unterschiedlicher Subfonds mit einer Gebühr belasten;
- den Umtausch zwischen Anteilkategorien innerhalb eines Subfonds ausschließen.

Sofern, gleich aus welchem Grund, der Inventarwert der Vermögenswerte eines Subfonds unter einen bestimmten Betrag sinkt bzw. diesen Betrag nicht erreicht, welcher vom Verwaltungsrat als angemessenes Mindestvolumen für den betreffenden Subfonds festgelegt ist, oder, falls der Verwaltungsrat es für angebracht hält, wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Subfonds von Einfluß sind, oder, falls es im Interesse der Anteilseigner ist, kann der Verwaltungsrat alle (aber nicht nur einige) Anteile des betreffenden Subfonds zu einem Rücknahmepreis, welcher die vorweggenommenen Realisations- und Liquidationskosten für die Schließung des betreffenden Subfonds widerspiegelt, jedoch ohne eine sonstige Rücknahmegebühr, zurücknehmen oder den Subfonds mit einem anderen Subfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere verschmelzen.

Die Schließung eines Subfonds verbunden mit der zwangsweisen Rücknahme aller betreffenden Anteile oder der Verschmelzung mit einem anderen Subfonds der Gesellschaft oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere jeweils aus anderen Gründen, als diejenigen des Mindestvolumens seiner Vermögenswerte, oder wegen Veränderungen der wirtschaftlichen oder politischen Gegebenheiten, welche für den betreffenden Subfonds von Einfluß sind, oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher nicht dem Teil I des Gesetzes von 2002 untersteht, kann nur mit dem vorherigen Einverständnis der Anteilseigner dieses zu schließenden oder zu verschmelzenden Subfonds auf einer ordnungsgemäß einberufenen getrennten Versammlung der Anteilseigner des betreffenden Subfonds, welche wirksam ohne Quorum gehalten werden und mit einer Mehrheit von 50 % der anwesenden oder vertretenen Anteile entscheiden kann, beschlossen werden.

Eine derart vom Verwaltungsrat beschlossene oder von den Anteilseignern gutgeheißene Verschmelzung ist für die Anteilseigner des betreffenden Subfonds nach Ablauf einer dreißigtägigen Frist von der diesbezüglichen Unterrichtung der betreffenden Anteilseigner an bindend, ausser im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement» oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher nicht dem Teil I des Gesetzes von 2002 untersteht, welche nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend ist. Ein Antrag eines Anteilseigners auf Rücknahme seiner Anteile während der Frist darf nicht mit einer Rücknahmegebühr belastet werden.

Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach dreissig (30) Jahren.

Die Gesellschaft hat die Anteilseigner durch Veröffentlichung einer Mitteilung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung über die Liquidation oder Verschmelzung zu informieren. Sind alle betroffenen Anteilseigner und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Mitteilung mittels Brief an diese Adressaten.

### **Bewertungen und Aussetzungen von Bewertungen**

**Art. 24.** Der Inventarwert der Vermögen der Gesellschaft («Inventarwert»), der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds und, sofern anwendbar, die Inventarwerte der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilkategorie werden in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag - wie nachfolgend definiert - bestimmt, außer in den nachstehend beschriebenen Fällen einer Aussetzung. Bewertungstag für jeden Subfonds ist jeder Bankarbeitstag in Luxemburg, welcher zugleich kein gewöhnlicher Feiertag für die Börsen oder anderen Märkte ist, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwerts des entsprechenden Subfonds die Bewertungsgrundlage darstellen, wie von der Gesellschaft bestimmt.

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Inventarwertes eines jeden Subfonds, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen dieses Subfonds, ebenso wie den Umtausch von und in Anteile eines Subfonds zeitweilig aussetzen:

- a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Inventarwertes die Bewertungsgrundlagen darstellen, (außer an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder
- b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu kaufen oder zu bewerten; oder
- c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Subfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder
- d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder

e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umtausch angeboten haben, werden innerhalb von sieben Tagen schriftlich über eine solche Aussetzung sowie unverzüglich von der Beendigung derselben benachrichtigt.

Die Aussetzung der Ausgabe bzw. Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen irgendeines Subfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Inventarwertes, die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen eines anderen Subfonds.

### **Festlegung des Inventarwertes**

**Art. 25.** Der Inventarwert je Anteil jedes Subfonds, und soweit anwendbar, der Inventarwert der innerhalb eines Subfonds ausgegebenen Anteilskategorien wird in der betreffenden Währung an jedem Bewertungstag bestimmt, indem der gesamte Inventarwert der Aktiva des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile dieses Subfonds oder dieser Anteilskategorie dividiert wird. Der gesamte Inventarwert des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anteilskategorie repräsentiert dabei den Marktwert der ihr zugeordneten Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten.

### **Bewertungsvorschriften**

**Art. 26.** Die Bewertung der Inventarwerte der verschiedenen Subfonds erfolgt in folgender Weise:

(A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

- a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
- b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
- c) alle Wertpapiere (Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte, Optionsscheine und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft);
- d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, daß die Gesellschaft die Bewertungsveränderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muß;
- e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
- f) alle finanziellen Rechte, die sich aus dem Einsatz derivativer Instrumente ergeben;
- g) die vorläufigen Aufwendungen der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben wurden, unter der Voraussetzung, daß solche vorläufigen Aufwendungen direkt vom Kapital der Gesellschaft abgeschrieben werden dürfen; und
- h) alle anderen Aktiva jeder Art und Zusammensetzung, inklusive vorausbezahlte Aufwendungen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

- 1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, weshalb der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages ermittelt werden soll, nach Gutdünken der Gesellschaft, mit dem Zwecke, den effektiven Wert zu ermitteln.
- 2) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Dabei können die Dienste eines von dem Verwaltungsrat genehmigten Kursvermittlers in Anspruch genommen werden. Wertpapiere, deren Kurs nicht marktgerecht ist, sowie alle anderen zulässigen Anlagewerte (einschließlich Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden), werden zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten eingesetzt, die nach Treu und Glauben durch oder unter der Leitung der Geschäftsleitung der Gesellschaft bestimmt werden.
- 3) Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Subfonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Subfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.
- 4) Anteile, die von OGA des offenen Typs ausgegeben werden, sind mit ihrem zuletzt verfügbaren Inventarwert zum Kurs am Ort ihrer Notierung zu bewerten.
- 5) Der Veräußerungswert von Termin- (Futures/Forwards) oder Options-verträgen, die nicht an einer Börse oder an einem anderen organisierten Markt gehandelt werden, ist gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Richtlinien und in gleichbleibender Weise zu bewerten. Der Veräußerungswert von Termin- oder Optionsverträgen, die an einer Börse oder an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ist auf der Basis des zuletzt verfügbaren Abwicklungspreises für diese Verträge an Börsen und organisierten Märkten zu bewerten, an denen Termin- oder Optionsverträge dieser

Art gehandelt werden; dies gilt mit der Maßgabe, dass bei Termin- oder Optionsverträgen, die nicht an einem Bewertungstag veräußert werden konnten, der vom Verwaltungsrat als angemessen und adäquat angesehene Wert die Basis für die Ermittlung des Veräußerungswertes dieses Vertrages ist.

6) Die Bewertung liquider Mittel und Geldmarktinstrumente kann zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen oder unter Berücksichtigung der planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten erfolgen. Die letztgenannte Bewertungsmethode kann dazu führen, dass der Wert zeitweilig von dem Kurs abweicht, den die Gesellschaft beim Verkauf der Anlage erhalten würde. Die Gesellschaft wird diese Bewertungsmethode jeweils prüfen und nötigenfalls Änderungen empfehlen, um sicherzustellen, dass die Bewertung dieser Vermögenswerte zu ihrem angemessenen Wert erfolgt, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird. Ist die Gesellschaft der Auffassung, dass eine Abweichung von den planmäßig abgeschriebenen historischen Kosten je Anteil zu erheblichen Verwässerungen oder sonstigen den Anteilinhabern gegenüber unangemessenen Ergebnissen führen würde, so muss sie ggf. Korrekturen vornehmen, die sie als angemessen erachtet, um Verwässerungen oder unangemessene Ergebnisse auszuschließen oder zu begrenzen, soweit dies in angemessenem Rahmen möglich ist.

7) Die Swap-Transaktionen werden regelmäßig auf Basis der von der Swap-Gegenpartei erhaltenen Bewertungen bewertet. Bei den Werten kann es sich um den Geld- oder Briefkurs oder den Mittelkurs handeln, wie gemäß den von dem Verwaltungsrat festgelegten Verfahren in gutem Glauben bestimmt. Spiegeln diese Werte nach Auffassung des Verwaltungsrats den angemessenen Marktwert der betreffenden Swap-Transaktionen nicht wider, wird der Wert dieser Swap-Transaktionen von dem Verwaltungsrat in gutem Glauben oder gemäß einer anderen dem Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen geeignet erscheinenden Methode bestimmt.

8) Wird aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel versteckten Kreditrisikos, eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln undurchführbar oder unrichtig, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsgrundsätze anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Anlagevermögens zu erzielen.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

inklusive Sicherheitshinterlagen wie margin accounts etc. im Zusammenhang mit dem Einsatz von derivativen Instrumenten; und

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen inklusive der Gründungs- und Registrierungskosten bei den Regierungsstellen wie auch Rechtsberatungsgebühren, Prüfungsgebühren, alle Gebühren der Anlageberater, der Depotstelle, Vertriebsstellen und aller anderen Repräsentanten und Agenten der Gesellschaft, die Kosten der Pflichtveröffentlichungen und des Prospekts, der Geschäftsabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden. Weichen die zwischen der Gesellschaft und den von ihr beigezogenen Dienstleistungserbringern wie Anlageberater, Vertriebsberater, Depotbank vereinbarte Gebührensätze für solche Dienstleistungen bezüglich einzelner Subfonds voneinander ab, so sind die entsprechenden unterschiedlichen Gebühren ausschließlich den jeweiligen Subfonds zu belasten. Marketing- und Werbungsaufwendungen dürfen nur im Einzelfall durch Beschluß des Verwaltungsrats gegebenenfalls auf Antrag eines Beirats einem Subfonds belastet werden; und

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden; und

d) ein angemessener für Steuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien;

Jegliche Verbindlichkeit irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ist auf den/die betreffenden Subfonds beschränkt.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt. Diese Bewertungsmethode darf sich nur auf administrative und sonstige Aufwendungen beziehen, die alle Subfonds gleichmäßig betreffen.

(C) Für jeden Subfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Subfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Subfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Subfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Subfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Subfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Subfonds zugeordnet

d) Falls ein Anlagewert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht als eine einem bestimmten Subfonds zuzuordnende bestimmte Größe angesehen werden kann und auch nicht alle Subfonds gleichmäßig betrifft, kann der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben solche Anlagewerte oder Verbindlichkeiten zuordnen;

e) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Subfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Inventarwert dieses Subfonds um den Dividendenbetrag, vorbehaltlich jedoch immer der Regelungen für den Verkauf und Rücknahmepreis der Anteile jedes Subfonds wie in diesen Artikeln dargelegt.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäß Artikel 23 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Subfonds lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag der Inventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden.

### Verkaufspreis und Rücknahmepreis

**Art. 27.** Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) basieren für den jeweiligen Subfonds bzw. die jeweilige Anteilskategorie, erhöht um eine Verkaufsgebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben wird. Die Verkaufsgebühr ist ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen, wobei diese Verkaufsgebühren sich nach den jeweiligen Gesetzen richten und ein vom Verwaltungsrat beschlossenes Maximum nicht überschreiten dürfen und für jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein können, aber innerhalb eines Subfonds bzw. einer Anteilskategorie müssen alle Zeichnungsanträge an demselben Ausgabetag gleich behandelt werden, soweit die betreffende Verkaufsgebühr der Gesellschaft zusteht. Der so errechnete Preis («Verkaufspreis») ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums von nicht mehr als sieben luxemburger Bankarbeitstagen nach Zuteilung der Anteile zahlbar. Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, daß der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Bei jeder Rücknahme von Anteilen wird der Anteilspreis zu dem diese Anteile zurückgenommen werden, aufgrund des Inventarwertes des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie berechnet, ermäßigt um eine Rücknahmegebühr, die vom Verwaltungsrat jeweils bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben wird. Die Rücknahmegebühr ist ganz oder teilweise an die vermittelnden Verkaufsagenten zu zahlen, wobei diese Rücknahmegebühr für jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie unterschiedlich sein kann. Der so definierte Preis («Rücknahmepreis») wird gemäß Artikel 23 ausgezahlt.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises kann auch in besonderen Fällen auf Antrag des betreffenden Anteilseigners mittels einer Sachausschüttung erfolgen, deren Bewertung vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu bestätigen ist und wobei die Gleichbehandlung aller Anteilseigner sichergestellt sein muß.

Der Verwaltungsrat kann festlegen, daß Anteile verschiedener Subfonds und, innerhalb eines Subfonds, Anteilskategorien eine unterschiedliche maximale Ausgabe-/Rücknahmegebühr haben können.

### Rechnungsjahr

**Art. 28.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli eines Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft erfolgen in Schweizer Franken. Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Subfonds bestehen deren Anteilswerte in anderen Währungen als Schweizer Franken ausgedrückt werden, werden diese in Schweizer Franken umgerechnet und in dem konsolidierten geprüften Jahresabschluss in Schweizer Franken ausgedrückt, einschliesslich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, der mit dem Bericht des Verwaltungsrats allen Anteilseignern 15 Tage vor jeder Generalversammlung zur Verfügung gehalten wird.

### Gewinnverteilung

**Art. 29.** Die getrennten Versammlungen der Anteilseigner der jeweiligen Subfonds beschließen auf Antrag des Verwaltungsrats über die Verwendung des Nettogewinnes der jeweiligen Subfonds wobei jeweils die Eigner thesaurierender Anteile und die Eigner ausschüttender Anteile getrennt beschließen. Die Ergebnisse der Gesellschaft können ausgeschüttet werden, insoweit das wie unter Artikel 5 oben definierte Mindestkapital der Gesellschaft nicht berührt wird.

Wenn Dividenden für die ausschüttenden Anteile eines Subfonds erklärt werden, werden die Verkaufs- und Rücknahmepreise der ausschüttenden Anteile dieses Subfonds angepasst. Bei den thesaurierenden Anteilen erfolgen keine

Ausschüttungen. Vielmehr wird der den thesaurierenden Anteilen zugeordnete Wert zugunsten ihrer Anteilseigner reinvestiert.

Zwischendividenden können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluß ausbezahlt werden.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des Inventarwertes des betreffenden Subfonds bezahlt, können jedoch auch in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung, an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbare Wechselkurs festlegen.

### Namensgebung der Gesellschaft

**Art. 30.** Die Gesellschaft kann Verträge mit Gesellschaften der JULIUS BÄR GRUPPE abschließen, im Rahmen derer diese der Gesellschaft bei der Führung ihrer Geschäfte umfassende Dienste leistet. Falls diese Verträge aus irgendeinem Grunde gekündigt werden und die JULIUS BÄR GRUPPE aufhört für die Gesellschaft Dienstleistungen zu erbringen oder sie zu unterstützen, ist die Gesellschaft verpflichtet, auf erste Aufforderung der JULIUS BÄR GRUPPE hin, ihren Namen in eine Firmenbezeichnung zu ändern, die das Wort «JULIUS BÄR» oder die Buchstaben «JB» nicht mehr enthält.

### Ausschüttung bei Auflösung

**Art. 31.** Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die von der Generalversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie wird unter den Anteilseignern jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Subfonds bzw. Anteilskategorien aufgeteilt.

### Satzungsänderung

**Art. 32.** Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluß der Anteilseigner der Gesellschaft abgeändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, daß die im Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 in seiner jeweils neuesten Fassung (das «Gesetz von 1915») vorgesehenen Bedingungen über die Beschlußfähigkeit und die Mehrheiten in der Abstimmung eingehalten werden. Alle Änderungen der Rechte von Anteilseignern eines Subfonds im Verhältnis zu denjenigen eines anderen Subfonds können nur erfolgen, falls diese mit den im Gesetz von 1915 für Satzungsänderungen vorgesehenen Bedingungen auch im betroffenen Subfonds erfüllt sind.

### Allgemein

**Art. 33.** Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2002 geregelt.

### Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung und endet am 30. Juni 2007.
2. Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2007 statt.

### Zeichnung

Der Gründer JULIUS BAER (LUXEMBOURG) S.A., vertreten wie eingangs erwähnt, hat bei der Gründung alle vierhundert (400) Aktien der JULIUS BAER SPECIAL FUNDS - REAL ESTATE SECURITIES EUROPE FUND gezeichnet und in bar den Ausgabepreis von einhundert Euro (EUR 100,-) pro Aktie eingezahlt.

Der Betrag von vierzigtausend Euro (EUR 40.000,-) ist zur freien Verfügung der Gesellschaft, wie es dem Notar nachgewiesen wurde, der diese Satzung beurkundet hat und der dies ausdrücklich bestätigt.

### Protokoll der Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründer hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

Es wurde beschlossen, die folgenden Personen als Mitglieder des Verwaltungsrats der Gesellschaft zu benennen, die im Amt bleiben sollen bis zur Generalversammlung der Anteilseigner der Gesellschaft, die 2007 abgehalten wird, und bis ihre Nachfolger gewählt und anerkannt sind.

### Verwaltungsrat

#### Vorsitzender des Verwaltungsrats:

- Martin Vogel, Managing Director, JULIUS BAER HOLDING AG, Zürich, Schweiz

#### Mitglieder des Verwaltungsrats:

- Andrew Hanges, CEO, GAM LONDON LTD., London, Grossbritannien
- Craig Wallis, Director, GAM LONDON LTD., London, Grossbritannien
- M<sup>e</sup> Freddy Brausch, PARTNER LINKLATERS LOESCH, Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg
- Jean-Michel Loehr, Managing Director, RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., Esch an der Alzette, Großherzogtum Luxemburg

Es wurde beschlossen, PricewaterhouseCoopers S.à r.l. mit einer Adresse in Luxemburg, 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, laut Artikel 113 des Gesetzes von 2002 als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zu nennen, bis zu der Jahreshauptversammlung der Anteilhaber, die im Jahre 2007 stattfinden wird.

*Schätzung der Kosten und des Kapitals*

Die vorgenannten Personen erklären, dass die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Lasten, welcher Art auch immer, die durch die Gesellschaft als Folge ihrer Gründung zu zahlen sind, sich ungefähr auf 4.200,- Euro belaufen.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat er die vorliegende Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. Schroeder, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 20 mars 2007, Relation: LAC/2007/2664. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreies Papier erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg-Eich, den 27. März 2007.

P. Decker.

Référence de publication: 2007037885/206/770.

(070048194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2007.

**Leader Wood S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8832 Rombach-Martelange, 5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 125.151.

—  
STATUTS

L'an deux mille sept, le quinze février.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Rambrouch.

Ont comparu:

La société à responsabilité limitée FOREST WOOD COMPANY S.à r.l. avec siège social à L-8832 Rombach/Martelange, 5, route d'Arlon,

ici représentée par sa gérante unique Madame Sabrina Libart, assistante sociale, demeurant à B-6637 Fauvillers, Malmaison 10,

et

La société de droit belge EXPLOITATIONS FORESTIERES DEUMER PIERRE s.p.r.l. avec siège social à B-6640 Vaux-sur-Sûre, 36, rue du Moulin

ici représentée par son gérant unique Monsieur Pierre Deumer, exploitant forestier, demeurant à B-6640 Vaux-sur-Sûre, 36, rue du Moulin.

Lesquels comparants agissant en leur dite qualité ont arrêté ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'il vont constituer :

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de LEADER WOOD S.A.

Le siège social est établi dans la Commune de Rambrouch.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

**Art. 2.** La société a pour objet:

L'achat et la vente de bois, l'exploitation forestière, les travaux forestiers, l'abattage de bois dangereux, l'import et l'export de bois et dérivés.

En général la société peut faire toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son exécution.

**Art. 3.** Le capital social de la société est fixé à trente et un mille (31.000,-) euros représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent (100,-) euros chacune.



Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titre unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

**Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul administrateur, celui-ci est dénommé "administrateur unique".

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

**Art. 5.** Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président, en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télécopieur, télégramme ou e-mail, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, e-mail ou télécopieur.

En cas de pluralité d'administrateurs, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui peuvent mais ne doivent pas être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Vis-à-vis des tiers, la société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature collective de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou encore par la signature individuelle du délégué du conseil d'administration dans les limites de ses pouvoirs.

**Art. 6.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Art. 7.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 8.** L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

**Art. 9.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit, le 2<sup>ème</sup> lundi du mois de mai à 18.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 10.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Le conseil d'administration, et les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Cette demande est adressée au siège social par lettre recommandée cinq jours au moins avant la tenue de l'assemblée.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 11.** L'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 12.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2007.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2008.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

- la société FOREST WOOD COMPANY S.à r.l. - cent cinquante-cinq actions . . . . .	155
- la société EXPLOITATIONS FORESTIERES DEUMER PIERRE S.p.r.l. - cent cinquante-cinq actions . . . . .	155
Total: trois cent dix actions . . . . .	310

Le capital social a été libéré à concurrence de huit mille (8.000,-) euros soit à concurrence de quarante (40) actions par chaque actionnaire, ce qui est justifié au notaire soussigné qui le constate expressément de sorte que ce montant se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Les actions doivent obligatoirement rester nominatives jusqu'au moment où le capital social sera libéré entièrement.

#### *Déclaration*

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents (1.500,-) euros

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et ont pris les résolutions suivantes:

##### *Première résolution*

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui de commissaire à un.

##### *Deuxième résolution*

Est appelée aux fonctions d'administrateur:

- la société FOREST WOOD COMPANY désignée ci-avant,
- la société EXPLOITATIONS FORESTIERES DEUMER PIERRE s.p.r.l. désignée ci-avant
- Madame Godenir Carine épouse Deumer, femme au foyer, demeurant à B-6640 Vaux-sur-Sûre, 36, rue du Moulin.

##### *Troisième résolution*

Est appelée aux fonctions de commissaire:

- La fiduciaire HMS FIDUCIAIRE S.à r.l., société à responsabilité limitée, avec siège social à L-8010 Strassen, 270, route d'Arlon, R.C. Luxembourg B 121.989.

##### *Quatrième résolution*

Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2013.

##### *Cinquième résolution*

Le siège social est fixé à L-8832 Rombach, 5, route d'Arlon.

*Réunion du Conseil d'Administration*

Les membres du Conseil d'Administration se sont ensuite réunis et ils ont décidé à l'unanimité de nommer Madame Godenir Carine, préqualifiée, comme d'administrateur-délégué avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants agissant en leurs dites qualités, connu du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ledit comparant a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: S. Libart, P. Deumer, C. Godenir, L. Grethen.

Enregistré à Redange, le 1<sup>er</sup> mars 2007, vol. 409, fol. 2, case 7. - Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 8 mars 2007.

L. Grethen.

Référence de publication: 2007038995/240/148.

(070037607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2007.

---

**Y.D.X. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 95.084.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2007.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2007034726/1091/14.

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2007, réf. LSO-CB05523. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**WhiteStones S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 124.585.

—  
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the ninth day of February,

Before Us, Maître Emile Schlessler, notary public residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

There appeared the following:

1.- WhiteStones SERVICES S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, and currently in the process of registration with the Trade and Companies' Register in Luxembourg and not yet published in the Memorial, «Recueil des Sociétés et Associations» C,

represented here by Mr Gregory Guissard, jurist, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, by virtue of a proxy given under private seal on 9 February 2007, and

2.- SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., a public limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office in L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey and registered with the Trade and Companies' Register in Luxembourg under section B and number 65.906,

represented here by Mr Gregory Guissard, previously named,

by virtue of a proxy given under private seal on 9 February 2007.

These proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the parties appearing and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, acting in the hereinabove stated capacity, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a partnership limited by shares («société en commandite par actions») which they declare to organize as follows:

### Chapter I.- Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

**Art. 1. Form, Corporate name.** There is hereby established among the founding shareholders, including WhiteStones SERVICES S.à r.l. as sole unlimited partner (associé commandité) (the «General Partner») and all those who may become partners, a company (the «Company») in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of association (the «Articles of Association»).

The Company will exist under the corporate name of WhiteStones S.C.A.

**Art. 2. Registered office.** The Company will have its registered office in the city of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the city of Luxembourg by a resolution of the General Partner.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the General Partner.

In the event that in the view of the General Partner extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

**Art. 3. Corporate object.** The object of the Company is (i) the holding of interests (as the case may be through intermediary companies (the «Intermediary Companies»)) in any kind or form of undertakings (the Local Property SPVs), whose purpose is the acquisition, letting, refurbishment, management and/or disposal of real estate investments (the «Properties»), (ii) the administration, development and management of such real estate holdings as well as (iii) the direct and/or indirect financing of such Properties, Intermediary Companies and/or Local Property SPVs in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire and/or dispose of by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever, notably but not exclusively by the Intermediary Companies and the Local Property SPVs; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the Intermediary Companies and the Local Property SPVs in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make loans in any form whatsoever, or issue any debt instruments in any form whatsoever and (v) carry out any transactions whatsoever, whether commercial or financial, with respect to movables or immovables,

refurbishment, management and/or disposal of real estate investments.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

### Chapter II.- Corporate capital, Shares

**Art. 5. Corporate capital.** The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000.00) divided into one hundred (100) class A shares (the «Class A Shares»), which shall be held by the limited partners (the «Class A Shareholders»), in representation of their limited partnership interest in the Company, two thousand nine hundred (2,900) class B shares (the «Class B Shares»), which shall be held by the unlimited partners (the «Class B Shareholders»), in representation of their unlimited partnership interest in the Company, and one hundred (100) preferred shares (the «Preferred shares»), with a nominal value of ten euro (EUR 10.00) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares of each class, as defined in the Articles of Association, shall be identical except to the extend otherwise provided by the law or by the Articles of Association.

**Art. 6. Shares.** The Class A Shares and Class B Shares will be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

With respect to the registered shares, a shareholders' register, which may be examined by any shareholder, will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof.

Each shareholder will notify to the Company its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register. The shares may not be (i) pledged, (ii) assigned for security purposes, (iii) co-owned, (iv) held in usufruct, bare ownership or in trust or (v) otherwise held subject to similar arrangements without the consent of the General Partner and the Unitholder Advisory Committee.

Class A Shareholders may freely transfer their Shares to an entity in which the relevant Shareholder owns directly or indirectly a Controlling Stake (b) an entity, which directly or indirectly, owns a Controlling Stake in the relevant Shareholder or (c), subject to the prior approval of the General Partner, an entity at least thirty-five per cent (35%) of whose economic interest is owned directly or indirectly by the relevant Shareholder or which directly or indirectly owns at least thirty-five per cent (35%) of the economic interest of the relevant Shareholder.

Any Class B Shares may only be sold, assigned, transferred or otherwise disposed of subject to approval of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Association.

Any transfers of Class B Shares not approved by the shareholders shall be void and unenforceable against the Company.

Any transfer of shares will be registered in the shareholders register, either in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code or by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

**Art. 7. Increase and reduction of capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Association.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The General Partner shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days.

**Art. 8. Redemption of shares.** The Company may acquire its own Class A Shares. The acquisition and holding of its own Class A Shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law.

### Chapter III.- Management supervisory board

**Art. 9. Management.** The Company shall be managed by WhiteStones SERVICES S.à r.l., in its capacity as sole General Partner and holder of all Class B Shares of the Company.

The other shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**Art. 10. Powers of the general partner.** The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Association to the general meeting of shareholders or to the Supervisory Board are in the competence of the General Partner.

**Art. 11. Liability of the general partner and of the shareholders.** The General Partner shall be jointly and severally liable with the Company for all liabilities of the Company which cannot be met out of the Company's assets.

The shareholders other than the General Partner shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than exercising their rights as shareholders in general meetings or otherwise, and, consequently, they shall only be liable as shareholders of the Company for payment to the Company up to the nominal value and share premium of each share in the Company owned by them.

The Company will indemnify the General Partner (including its directors, officers, employees, agents and shareholders) and any person who serves on the board of an Intermediary Company or Local Property SPV against liabilities, costs and expenses, including legal fees, incurred by them or threatened by reason of their activities on behalf of the Company and its affiliates to the extent such liabilities, costs and expenses do not arise as a result of an indemnified party's gross negligence, bad faith, fraud or wilful default or material breach of contract.

**Art. 12. Delegation of powers.** The General Partner may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more officers, employees or other persons or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

**Art. 13. Representation of the company.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more duly authorised signatories, such as designated by the General Partner at its sole discretion.

The Company will be bound towards third parties by the single signature of each of the persons to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the General Partner, within the limits of such power.

**Art. 14. Dissolution - Incapacity of the general partner.** In case of dissolution or legal incapacity of the General Partner or where for any other reason it is impossible for the General Partner to act, the Company will not be dissolved.

In that event the Supervisory Board shall designate one or more administrators, who need not be shareholders, until such time as the general meeting of shareholders shall convene for purposes of appointing a new General Partner.

Within fifteen days of their appointment, the administrator(s) shall convene the general meeting of shareholders in the way provided for by the Articles of Association.

The administrators' duties consist in performing urgent acts and acts of ordinary administration until such time as the general meeting of shareholders shall convene.

The administrators are responsible only for the execution of their mandate.

**Art. 15. Supervisory board.** The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by a Supervisory Board composed of three members, who need not be shareholders themselves.

The members of the Supervisory Board will be elected by the shareholders, upon proposal of the General Partner and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the shareholders.

In the fulfilment of its duties, the Supervisory Board shall be assisted by an independent auditor (réviseur d'entreprises). The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of the shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of the shareholders. The independent auditor shall remain in office until re-elected or until his successor is elected. The independent auditor may be removed at any time by the general meeting of shareholders with or without cause.

**Art. 16. Other powers of the supervisory board.** The Supervisory Board shall be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine. It shall authorise any actions of the General Partner that, pursuant to the law or to these articles, exceed the powers of the General Partner.

**Art. 17. Meetings of the supervisory board.** The Supervisory Board will appoint from among its members a chairman (the «Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a member of the Supervisory Board, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Supervisory Board.

The Supervisory Board will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Supervisory Board must be convened if any two members so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Supervisory Board, except that in his absence the Supervisory Board may appoint another member of the Supervisory Board as Chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of Supervisory Board meetings shall be given in writing, by fax or by telegram. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each member of the Supervisory Board. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

Every Supervisory Board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Supervisory Board may from time to time determine. Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing another member of the Supervisory Board as his proxy.

A quorum of the Supervisory Board shall be the presence or the representation of a majority of the members of the Supervisory Board holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Supervisory Board present or represented at such meeting.

One or more members may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the members of the Supervisory Board, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Supervisory Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Supervisory Board.

**Art. 18. Minutes of meetings of the supervisory board.** The minutes of any meeting of the Supervisory Board will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, will be signed by the Chairman and by the secretary (if any) or by any two members of the Supervisory Board.

#### Chapter IV.- Meeting of shareholders

**Art. 19. Powers of the meeting of shareholders.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the General Partner by law or the Articles of Association, it has the powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 20. Annual general meeting.** The annual general meeting of the shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the last Thursday of May at 11.00 a.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 21. Other general meetings.** The General Partner or the Supervisory Board may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least ten percent of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the General Partner, which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 22. Notice of general meetings.** Shareholders will meet upon call by the General Partner or the Supervisory Board made in compliance with Luxembourg law. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

**Art. 23. Attendance - Representation.** All shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing or telegram or telex as his proxy another person who need not be a shareholder himself. The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Any company or other legal entity being a shareholder may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise in writing, by fax or by telegram such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting, subject to the production of such evidence of authority as the General Partner may require.

The General Partner may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the General Partner at least five (5) days prior to the date set for the meeting. The General Partner may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

**Art. 24. Proceedings.** The general meeting shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The Chairman of the general meeting shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

**Art. 25. Adjournment.** The General Partner may forthwith adjourn any general meeting by four weeks. He must adjourn it if so required by shareholders representing at least one fifth (1/5) of the Company's capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

**Art. 26. Vote.** An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings.

The general meeting may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Except for a Class specific vote, each share entitles to one vote.

At any general meeting other than an extraordinary general meeting convened for the purpose of amending the Company's articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast. No resolution may be adopted without the consent of the General Partner.

**Art. 27. Extraordinary general meetings.** At any extraordinary general meeting convened in accordance with the law for amending the Company's articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the quorum shall be at least one half (1/2) of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present, a second meeting may be convened at which there shall be no

quorum requirement. In order for the proposed amendment to be adopted, and save as otherwise provided by law, a three-quarters (3/4) majority of the votes of the shareholders present or represented is required at any such general meeting. Where the rights of a particular class of shares are affected, relevant quorum and majority requirements need to be fulfilled on a class basis. The General Partner shall have no veto right with respect to any such resolutions, other than those relating to the term and/or liquidation of the Company.

**Art. 28. Minutes.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

#### Chapter V.- Financial year, Distribution of earnings

**Art. 29. Financial year.** The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the last day of December in the same year.

**Art. 30. Adoption of financial statements.** The General Partner shall prepare, for approval by the shareholders, annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

**Art. 31. Appropriation of profits.** From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the «Legal Reserve»). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company (the «Legal Reserve Amount»).

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits and/or any other distributable sums will be disposed of by allocating the whole or part thereof to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it.

#### Chapter VI.- Dissolution, Liquidation

**Art. 32. Dissolution, Liquidation.** The Company is automatically dissolved in accordance with Article IV. The Company may also be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of the Articles of Association, unless otherwise provided by law. No resolution concerning the liquidation of the Company may be adopted without the consent of the General Partner.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by a general meeting of shareholders who will determine their powers and their compensation.

#### Chapter VII.- Applicable law, Definitions

**Art. 33. Applicable law.** All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

##### *Subscription and payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing parties, these parties have subscribed for the number of shares and have paid the amounts mentioned hereafter:

1.- WhiteStones SERVICES S.à r.l., prenamed, two thousand nine hundred class B shares and one hundred Preferred shares . . . . .	2,900 100
2.- SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., prenamed, one hundred class A shares . . . . .	100
Total: three thousand one hundred shares . . . . .	3,100

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

##### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at two thousand euro (EUR 2,000.00).

##### *Transitory provisions*

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2007.

The first annual general meeting will thus be held in the year 2008.



### Extraordinary General Meeting

The shareholders, acting in lieu of the general meeting of shareholders, have taken immediately the following resolutions:

1. The shareholders resolved to elect the following members of the Supervisory Board for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2012:

a) Mrs Betty Prudhomme, private employee, born in Arlon (Belgium), on 30 January 1960, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey,

b) Mr Serge Krancencblum, M.B.A., born in Metz (France), on 8 October 1961, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey,

c) Mr François Lanners, private employee, born in Mersch, on 3 October 1948, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

2. The registered office shall be in L-1724 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), 43, boulevard du Prince Henri.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le neuf février.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1.- WhiteStones SERVICES S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant suivant les lois du Luxembourg, ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey et actuellement en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et non encore publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C,

ici représentée par Monsieur Gregory Guissard, juriste, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 9 février 2007, et

2.- SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., une société anonyme constituée et existant suivant les lois du Luxembourg, ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.906,

ici représentée par Monsieur Gregory Guissard, prénommé,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 9 février 2007.

Les procurations prémentionnées, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société en commandite par actions qu'elles déclarent constituer comme suit:

### Chapitre I<sup>er</sup> .- Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes entre les associés fondateurs, y compris WhiteStones SERVICES S.à r.l. en tant qu'associé commandité (l'«Associé Commandité») et tous ceux qui deviendront actionnaires, une société (la «Société») sous forme de société en commandite par actions qui est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination WhiteStones S.C.A.

**Art. 2. Siège social.** La Société aura son siège social dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit de la ville de Luxembourg par décision de l'Associé Commandité.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'Associé Commandité.

Au cas où l'Associé Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire du siège social, restera une société régie par les

lois du Grand-Duché de Luxembourg. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'un des organes ou par l'une des personnes qui est en charge de la gestion journalière de la Société.

**Art. 3. Objet social.** La Société a pour objet (i) la détention de participations (le cas échéant par le biais de sociétés intermédiaires (les «Sociétés Intermédiaires»)) dans tous types ou toutes formes d'entreprises (les «Sociétés Immobilières Locales»), dont l'objet est l'acquisition, la location, le réaménagement, la gestion et/ou la cession d'investissements immobiliers (les «Propriétés»), (ii) l'administration, le développement et la cession de ces participations immobilières ainsi que (iii) le financement direct et/ou indirect de ces Propriétés, Sociétés

Intermédiaires et/ou Sociétés Immobilières Locales dans lesquelles la Société détient une participation ou qui sont membres de son groupe de sociétés.

La Société peut notamment (i) acquérir et/ou céder par voie de souscription, d'achat, d'échange ou autrement toutes actions, parts et autres titres de participation, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres titres de dette et plus généralement tous titres et instruments financiers représentant des droits de propriété, de créances ou de titres transmissibles émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, notamment mais pas exclusivement par les Sociétés Intermédiaires et les Sociétés Immobilières Locales, (ii) exercer tous droits quels qu'ils soient attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux Sociétés Intermédiaires et aux Sociétés Immobilières Locales dans lesquelles elle détient une participation ou qui sont membres de son groupe de sociétés, notamment par voie de prêts, de facilités ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir tous conseils et assistance sous quelque forme que ce soit, (iv) octroyer des prêts sous quelque forme que ce soit, ou émettre tous instruments de dettes sous quelque forme que ce soit et (v) exécuter toutes transactions quelles qu'elles soient, qu'elles soient commerciales ou financières, relatives à des biens meubles ou immeubles, à condition toujours que pour les points (i) à (v) toutes ces opérations se rapportent, directement ou indirectement, à l'acquisition, la location, le réaménagement, la gestion et/ou la disposition d'investissements immobiliers.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La Société a en outre pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## Chapitre II.- Capital, Actions

**Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,00) divisé en cent (100) actions de catégorie A (les «Actions de Catégorie A»), qui seront détenues par les associés commanditaires (les «Actionnaires de Catégorie A») en représentation de leur participation limitée dans la Société, deux mille neuf cents (2.900) actions de catégorie B (les «Actions de Catégorie B») qui seront détenues par les associés commandités (les «Actionnaires de Catégorie B»), en représentation de leur participation illimitée dans la Société et cent (100) actions préférentielles (les «Actions préférentielles»), les actions ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10,00) chacune, entièrement libérées.

Les droits et obligations attachés aux actions de chacune des catégories, ainsi que définies dans les Statuts, sont identiques à moins que la loi ou les Statuts n'en disposent autrement.

**Art. 6. Actions.** Les Actions de Catégorie A et les Actions de Catégorie B sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Concernant les actions nominatives, un registre des actionnaires dont tout actionnaire peut prendre connaissance, est tenu au siège social. Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre des actions détenues, l'indication des paiements effectués sur ses actions ainsi que les transferts des actions avec leur date.

Chaque actionnaire notifié à la Société son adresse et tout changement de celle-ci. La Société est en droit de se fier à la dernière adresse ainsi communiquée.

La propriété des actions nominatives résulte de l'inscription dans le registre des actionnaires. Les actions ne peuvent pas être (i) gagées, (ii) cédées à titre de garantie, (iii) détenues en indivision, (iv) détenues en usufruit, ou en nue-propriété ou par en fiducie ou (v) autrement détenues sous quelque(s) arrangement(s) similaire(s) sans autorisation de l'Associé Commandité et du Comité Consultatif des Actionnaires.

Les Actionnaires de Catégorie A peuvent transférer librement leurs actions à une entité dans laquelle l'Actionnaire concerné détient, directement ou indirectement, un Pouvoir de Contrôle (b) une entité qui, directement ou indirectement, détient un Pouvoir de Contrôle dans l'Actionnaire concerné ou (c), sous réserve de l'approbation préalable de l'Associé Commandité, une société dont au moins trente-cinq pour cent (35%) sont économiquement contrôlés directement ou indirectement par l'Actionnaire concerné ou qui possède, directement ou indirectement, au moins trente-cinq pour cent (35%) d'intérêt économique par l'Actionnaire concerné.

Toute Action de Catégorie B ne peut être cédée, apportée, autrement transférée ou transmise qu'avec l'autorisation des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les présents Statuts ou, selon le cas, par la loi pour la modification des présents Statuts.

Tout transfert d'Actions de Catégorie B qui n'est pas autorisé par les actionnaires est nul et inopposable à la Société.

Tous les transferts d'actions sont inscrits dans le registre des actionnaires, en conformité avec les règles sur le transfert de créances de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois ou par déclaration de transfert inscrite dans le registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires tout transfert mentionné dans toute correspondance ou autre document établissant le consentement du cessionnaire et du cédant.

**Art. 7. Augmentation et réduction du capital.** Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit une ou plusieurs fois, par une résolution des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité prévues par les présents Statuts ou, selon le cas, par la loi pour la modification des présents Statuts.

Les nouvelles actions à souscrire par apport en espèces sont proposées en priorité aux actionnaires existants au prorata de leurs parts détenues dans le capital. L'Associé Commandité fixe le délai pendant lequel le droit de souscription préférentiel doit être exercé. Ce délai ne peut pas être inférieur à trente (30) jours.

**Art. 8. Rachats d'actions.** La Société peut racheter ses propres Actions de Catégorie A. L'acquisition et la détention de ses propres Actions de Catégorie A se font en accord avec les conditions et dans les limites établies par la loi.

### Chapitre III.- Gestion, Conseil de surveillance

**Art. 9. Gestion.** La Société est gérée par WhiteStones S.à r.l., en sa qualité d'unique Associé Commandité et de détenteur de toutes les Actions de Catégorie B de la Société.

Les autres actionnaires ne participent ni n'interfèrent dans la gestion de la Société.

**Art. 10. Pouvoirs de l'Associé Commandité.** L'Associé Commandité a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au Conseil de Surveillance sont de la compétence de l'Associé Commandité.

**Art. 11. Responsabilité de l'Associé Commandité et des actionnaires.** L'Associé Commandité est responsable conjointement et solidairement avec la Société de toutes les dettes de la Société qui ne peuvent pas être couvertes par les actifs de la Société.

Les actionnaires autres que l'Associé Commandité doivent s'abstenir d'agir pour le compte de la Société de quelque manière ou en quelque qualité que ce soit sauf pour ce qui est de l'exercice de leurs droits d'actionnaires aux assemblées générales ou autrement et ils ne sont, par conséquent, responsables en tant qu'actionnaires de la Société que de la libération de la valeur nominale et de la prime d'émission de chaque action de la Société qu'ils possèdent.

La Société indemniserà l'Associé Commandité (y compris ses administrateurs, fondateurs de pouvoir, employés, agents et actionnaires) ainsi que toute personne faisant partie du conseil d'une Société Intermédiaire ou d'une Société Immobilière Locale, de toutes dettes, coûts et dépenses, y compris les frais légaux, qu'ils auront encourus ou devront encourir en raison de leurs activités au nom de la Société et de ses affiliées, à condition que ces dettes, coûts et dépenses ne découlent pas de négligence grave, mauvaise foi, fraude ou violation substantielle de contrats par la partie indemnisée.

**Art. 12. Délégation de pouvoirs.** L'Associé Commandité peut déléguer la gestion quotidienne de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière à un ou plusieurs fondateurs de pouvoir, employés ou autres personnes, ou déléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou confier des fonctions déterminées permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

**Art. 13. Représentation de la société.** Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée par la signature unique de l'Associé Commandité, agissant par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs signataires dûment autorisés et nommés souverainement par l'Associé Commandité.

Vis-à-vis des tiers, la Société est également engagée par la signature individuelle de chacune des personnes à qui la gestion quotidienne de la Société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par l'Associé Commandité, dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 14. Dissolution - Incapacité de l'Associé Commandité.** En cas de dissolution ou d'incapacité légale de l'Associé Commandité ou, si pour toute autre raison, l'Associé Commandité est empêché d'agir, la Société n'est pas dissoute.

Dans ce cas, le Conseil de Surveillance nomme un ou plusieurs administrateurs, actionnaires ou non, qui demeurent en fonction aussi longtemps que la réunion de l'assemblée générale des actionnaires ne désigne un nouvel Associé Commandité.

Le/les administrateur(s) doit/doivent convoquer l'assemblée générale des actionnaires dans le délai de quinze (15) jours à compter de sa/leur nomination et selon les formes prévues par les présents Statuts.

Les devoirs des administrateurs consistent à accomplir des actes urgents et des actes d'administration ordinaire jusqu'à ce que l'assemblée générale des actionnaires se réunisse.

Les administrateurs sont responsables uniquement de l'exécution de leur mandat.

**Art. 15. Conseil de Surveillance.** Les affaires de la Société et sa situation financière, y compris en particulier ses comptes et documents comptables, sont contrôlées par un Conseil de Surveillance composé de trois membres, actionnaires ou non.

Les membres du Conseil de Surveillance sont élus par les actionnaires, sur proposition de l'Associé Commandité et ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution adoptée par les actionnaires.

Pour l'accomplissement de ses fonctions, le Conseil de Surveillance est assisté par un réviseur d'entreprises. Le réviseur d'entreprises est élu par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée s'achevant à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires suivante. Le réviseur d'entreprises conserve son poste jusqu'à ce qu'il soit réélu ou jusqu'à ce que son successeur soit élu. Le réviseur d'entreprises peut être démis de ces fonctions à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires, avec ou sans motif.

**Art. 16. Autres pouvoirs du Conseil de Surveillance.** Le Conseil de Surveillance est consulté par l'Associé Commandité sur tous sujets que l'Associé Commandité détermine. Il autorise tout acte de l'Associé Commandité qui, en conformité avec la loi ou les présents Statuts, dépasse les pouvoirs de l'Associé Commandité.

**Art. 17. Réunions du Conseil de Surveillance.** Le Conseil de Surveillance élira parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra également élire un secrétaire qui n'a pas besoin d'être membre du Conseil de Surveillance et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance se réunira sur la convocation de son Président. Une réunion du Conseil de Surveillance doit être convoquée si deux membres le demandent.

Le Président préside toutes les réunions du Conseil de Surveillance, sauf en cas d'absence, auquel cas le Conseil de Surveillance peut nommer à la majorité des membres présents un autre membre du Conseil de Surveillance pour présider pro tempore la réunion tenante.

Avis de toute réunion du Conseil de Surveillance est donné par écrit, par télégramme ou par télécopie à tous les membres au moins une semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont le droit d'assister à cette réunion. La convocation indique l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires qui y seront traitées. Il peut être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télégramme ou par télécopie de chaque membre du Conseil de Surveillance. Une convocation spéciale n'est pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Surveillance.

Toute réunion du Conseil de Surveillance se tient à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Surveillance peut de temps en temps déterminer. Tout membre du Conseil de Surveillance peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Surveillance en nommant un autre membre du Conseil de Surveillance comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Surveillance est la présence ou la représentation de la majorité des membres en fonction. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés lors de la réunion.

Un ou plusieurs membres peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant ainsi à plusieurs personnes de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les membres du Conseil de Surveillance est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance.

**Art. 18. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance.** Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Surveillance sont signés par le Président et par le secrétaire (s'il y en a un). Les procurations y sont annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient servir en justice ou ailleurs sont signés par le Président et par le secrétaire (s'il y en a un) ou par deux (2) membres du Conseil de Surveillance.

#### Chapitre IV.- Assemblée Générale des actionnaires

**Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Toute assemblée générale des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des pouvoirs réservés à l'Associé Commandité en vertu de la loi ou des présents Statuts, elle a les pouvoirs pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 20. Assemblée Générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tient au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation, le dernier jeudi de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 21. Autres Assemblée Générale.** L'Associé Commandité ou le Conseil de Surveillance peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société le demandent.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure, qui sont souverainement appréciées par l'Associé Commandité.

**Art. 22. Convocation des Assemblée Générale.** Les actionnaires sont convoqués par l'Associé Commandité ou par le Conseil de Surveillance conformément aux conditions fixées par la loi luxembourgeoise. Les convocations adressées aux actionnaires conformément à la loi indiqueront l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et une indication des affaires à traiter.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires et s'ils déclarent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, alors cette dernière pourra être tenue sans convocation préalable.

**Art. 23. Présence - Représentation.** Tous les actionnaires ont le droit de participer et de prendre la parole à toutes les assemblées générales.

Un actionnaire peut prendre part aux assemblées générales en désignant par écrit, par télégramme ou par télécopie, une autre personne comme mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire. L'Associé Commandité peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Toute société ou autre entité juridique qui est actionnaire peut donner procuration sous la signature d'une personne dûment habilitée ou peut autoriser par écrit, par télécopie ou par télégramme, toute personne qu'elle estime apte à agir comme son représentant à une assemblée générale, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs que l'Associé Commandité pourrait exiger.

L'Associé Commandité peut arrêter la forme des procurations et il peut exiger que lesdites procurations soient déposées au lieu indiqué par lui au moins cinq (5) jours avant la date fixée pour l'assemblée. L'Associé Commandité pourra déterminer toutes autres conditions qui devront être remplies en vue de la participation aux assemblées générales.

**Art. 24. Procédures.** L'assemblée générale sera présidée par l'Associé Commandité ou par une personne désignée par l'Associé Commandité.

Le Président de l'assemblée générale nommera un secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élira un scrutateur choisi parmi les actionnaires présents ou représentés.

**Art. 25. Ajournement.** L'Associé Commandité peut ajourner toute assemblée générale de quatre semaines. Il doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins un cinquième (1/5) du capital social.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision prise lors de l'assemblée générale ajournée.

L'assemblée générale ajournée a le même ordre du jour que l'assemblée précédente. Les actions et les procurations régulièrement déposées lors de la précédente assemblée demeurent valablement déposées pour la seconde assemblée.

**Art. 26. Vote.** Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre d'actions pour lequel ils prennent part au vote est signée par chaque actionnaire ou par leur mandataire avant l'ouverture de l'assemblée.

L'assemblée générale ne peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Chaque action donne droit à une voix, sauf pour une catégorie d'actions spécifiques.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale extraordinaire convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou en vue du vote sur des décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des présents Statuts, les décisions seront prises sans considération du nombre d'actions représentées à la majorité simple des votes émis. Aucune décision ne peut être adoptée sans le consentement de l'Associé Commandité.

**Art. 27. Assemblée Générale extraordinaire.** Lors de toute assemblée générale extraordinaire convoquée en conformité avec la loi en vue de la modification des Statuts de la Société ou en vue du vote sur des décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour la modification des présents Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) de toutes les actions émises. Si tel quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis. Sauf si la loi en dispose autrement, une majorité de trois quarts (3/4) des votes des actionnaires présents ou représentés est requise à l'une quelconque de ces assemblées pour que la modification proposée soit adoptée. Quand les droits d'une certaine catégorie d'actions sont affectés, les conditions de quorum et de majorité applicables doivent être remplies pour chaque catégorie. L'Associé Commandité ne dispose pas d'un droit de veto sauf pour les résolutions relatives à la durée et/ou à la liquidation de la Société.

**Art. 28. Procès-verbaux.** Les procès-verbaux de l'assemblée générale seront signés par le président de l'assemblée, par le secrétaire et par le scrutateur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire dans les poursuites judiciaires ou ailleurs seront signés par l'Associé Commandité.

## Chapitre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices

**Art. 29. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence chaque année le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

**Art. 30. Adoption des comptes annuels.** L'Associé Commandité prépare, pour approbation par les actionnaires, les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

**Art. 31. Affectation des bénéfices.** Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront alloués à une réserve requise par la loi (la «Réserve Légale»). Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société (le «Montant de la Réserve Légale»).

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets et de tout autre montant distribuable. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

## Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

**Art. 32. Dissolution, Liquidation.** La Société est automatiquement dissoute conformément à l'Article IV. La Société peut également être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la loi. Aucune résolution relative à la liquidation de la Société ne peut être adoptée sans le consentement de l'Associé Commandité.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou personnes morales), nommées par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

## Chapitre VII.- Loi applicable

**Art. 33. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront déterminées conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

### *Souscription et paiement*

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, elles ont souscrit au nombre de parts sociales et ont libéré les montants ci-après énoncés:

1.- WhiteStones SERVICES S.à r.l., prénommée, trois mille actions de classe B	2.900
et cent actions préférentielles . . . . .	100
2.- SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., prénommée, cent actions de classe A . . . . .	100
Total: trois mille cent actions . . . . .	3.100

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à deux mille euros (EUR 2.000,00).

### *Dispositions transitoires*

La première année sociale commencera à la date de constitution de la Société et finira le dernier jour de décembre 2007.

La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra en 2008.

### *Assemblée Générale extraordinaire*

Les actionnaires, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, ont pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Les actionnaires décident de nommer les personnes suivantes comme membres du Conseil de Surveillance pour une période à échoir à l'assemblée générale annuelle des actionnaires se tenant en 2012:

a) Madame Betty Prudhomme, employée privée, née à Arlon (Belgique), le 30 janvier 1960, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey,

b) Monsieur Serge Krancenblum, M.B.A., né à Metz (France), le 8 octobre 1961, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey,

c) Monsieur François Lanners, employé privé, né à Mersch, le 3 octobre 1948, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

2. Le siège social est fixé à L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 43, boulevard du Prince Henri.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des comparantes, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Guissard, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2007, vol. 157S, fol. 90, case 9. — Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

E. Schlessler.

Référence de publication: 2007034351/227/635.

(070030150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2007.

**Société Alsacienne et Lorraine de Télécommunications et d'Electronique, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1139 Luxembourg, 67, rue des 7 Arpents.

R.C.S. Luxembourg B 61.554.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 janvier 2007.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER ET BONTEMPS

Signature

Référence de publication: 2007034730/592/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2006, réf. LSO-BX02093. - Reçu 56 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070030502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**J.B. Investment Company, Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 38.918.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007034747/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06583. - Reçu 32 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Mag International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 107.389.

*Transferts de parts sociales*

En date du 28 décembre 2006, les parts sociales suivantes ont été transférées lors d'un acte signé sous seing privé:

La société MAXCOR, INC, ayant son siège social à 60, Suite 2330 East 42nd Street, New York, NY 10165 (USA), régie selon les lois de New York, a cédé 10 (dix) parts sociales qu'elle détenait dans la société MAG INTERNATIONAL HOLDING S.à r.l., comme suit:

- 7 parts sociales à la société SPCP GROUP, LLC, ayant son siège social à 2 Greenwich Plaza, Greenwich, CT 06830 (USA), régie selon les lois de Delaware;

- 3 parts sociales à la société SPCP GROUP III, LLC, ayant son siège social à 2 Greenwich Plaza, Greenwich, CT 06830 (USA), régie selon les lois de Delaware;

Depuis, les 100 parts sont détenues comme suit:

- SPCP GROUP, LLC, ayant son siège social à 2 Greenwich Plaza, Greenwich, CT 06830 (USA): 7 (sept) parts sociales;
- SPCP GROUP III, LLC, ayant son siège social à 2 Greenwich Plaza, Greenwich, CT 06830 (USA): 3 (trois) parts sociales;
- MAXCOR INC, ayant son siège social à 60, Suite 2330 East 42nd Street, New York, NY 10165 (USA): 90 (quatre-vingt dix) parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAG INTERNATIONAL HOLDINGS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007034939/250/27.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2007, réf. LSO-CB04361. - Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070030564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Zakhem International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 13.430.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007034750/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2007, réf. LSO-CA10883. - Reçu 18 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(070030309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Octavian S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 72.551.

Le bilan au 31 novembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007034756/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2007, réf. LSO-CB06096. - Reçu 18 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070030315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Société d'Investissements l'Occitane Internationale, Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 58.394.

*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 29 septembre 2006 à 14.00 heures*

Ratification de la nomination intervenue en date du 29 juin 2006 de Monsieur Henri Biard, en tant qu'Administrateur.

Reconduction des mandats de Messieurs Marc Ambroisien, Henri Biard, Reinald Loutsch et Reinold Geiger en tant qu'Administrateurs, de Monsieur Reinold Geiger en tant qu'Administrateur-Délégué et nommé HRT REVISION S.à r. l., Réviseur d'entreprises pour une durée d'un an, leur mandat prenant fin à l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 mars 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2006.



Pour la société  
Signature  
Un administrateur

Référence de publication: 2007034809/817/21.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2007, réf. LSO-CB04670. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**SDB Finanziaria S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 45.143.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 août 2006 que:

Monsieur Riccardo Moraldi, employé privé, né à Milan (Italie) le 13 mai 1966, demeurant professionnellement 40, avenue de la Faïencerie à L-1510 Luxembourg et Monsieur Herman J.J. Moors, employé privé né à Bilzen, (Belgique) le 3 novembre 1944, demeurant professionnellement 40, avenue de la Faïencerie à L-1510 Luxembourg ont été nommés administrateurs en remplacement de Messieurs Silvano Brandani et Paolo Nocentini.

Le mandat de Monsieur Michele Canepa employé privé né à Gênes, (Italie) le 23 novembre 1972 et demeurant professionnellement 40, avenue de la Faïencerie à L-1510 Luxembourg est renouvelé.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2011.

Luxembourg, le 20 février 2007.

Pour extrait conforme  
Signature

Référence de publication: 2007034810/5878/21.

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2007, réf. LSO-CB05037. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**F. Van Lanschot Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 38.991.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 22 février 2007 que:

- Monsieur Franciscus Hubertus Rob Sonnenschein, résidant professionnellement au 106, route d'Arlon L-8210 Mamer, a été nommé aux fonctions d'administrateur de la société à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et ce jusqu'à l'Assemblée approuvant les comptes 2006;

- la démission de Madame Catherine Andrée Michèle Peuteman en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007 de ses fonctions d'administrateur de la société a été acceptée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 22 février 2007.

L. J. Bevelander / P. J. H. Hermse  
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007034821/695/21.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06423. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Myriam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 60.240.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire du 31 octobre 2006*

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de la société LUX BUSINESS MANAGEMENT Sarl ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Lex Benoy, demeurant 13, rue Jean Bertholet à L-1233 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2004.

- L'Assemblée ratifie la cooptation de LUX KONZERN Sarl, avec siège social au 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au poste d'administrateur de la société. Ce mandat prendra fin lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2004.

Luxembourg, le 31 octobre 2006.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007034929/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2007, réf. LSO-CB04816. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**PL.LUX s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 40, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 66.363.

—  
Le bilan au 31 décembre 2001 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 1<sup>er</sup> mars 2007.

PL.LUX SARL

Signature

Référence de publication: 2007034825/7442/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007, réf. LSO-CC00271. - Reçu 95 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**F. Van Lanschot Corporate Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 38.990.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 22 février 2007 que:

- Monsieur Franciscus Hubertus Rob Sonnenschein, résidant professionnellement au 106, route d'Arlon L-8210 Mamer, a été nommé aux fonctions d'administrateur de la société à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et ce jusqu'à l'Assemblée approuvant les comptes 2006;

- la démission de Madame Catherine Andrée Michèle Peuteman en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007 de ses fonctions d'administrateur de la société a été acceptée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 22 février 2007.

L. J. Bevelander /P. J. H. Hermse  
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007034823/695/21.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06421. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**AB CPFM Europroperty Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 94.023.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 14 février 2007*

- L'associé unique accepte la démission de Monsieur Alain Peigneux avec effet au 28 février 2007 au poste de gérant unique de la société.

- L'associé unique décide de nommer avec effet au 28 février 2007, Monsieur Flavio Marzona, Head of Business Unit, demeurant professionnellement au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, au poste de gérant de la société. Le gérant est nommé pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*POUR AB CPFM EUROPROPERTY FINANCE S.à r.l.*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007035320/1005/20.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2007, réf. LSO-CB06722. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070031089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2007.

**Kinnevik S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 64.958.

—  
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007034833/1369/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06274. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Marin Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.636.

—  
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 28 février 2007.

F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A. / F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2007034858/695/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06532. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Bridinvest Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 61.864.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 20 février 2007 au siège social de la Société que:

- Les mandats des directeurs ayant expiré, l'assemblée a décidé de réélire pour une période renouvelable d'un an les directeurs suivants:

- TMF CORPORATE SERVICES S.A.;
- M. Gérald Calame; et
- M. Michel Delrue.

Leur mandat expirera immédiatement après la tenue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2007.

- Le mandat de l'auditeur statutaire ayant expiré, l'assemblée a décidé de réélire pour une période renouvelable d'un an l'auditeur suivant:

- L'ALLIANCE REVISION S.à.r.l.,

Son mandat expirera immédiatement après la tenue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2007.

*Pour la Société*

TMF MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

*Le domiciliataire*

R. J. Schol / X. Kotoula

Référence de publication: 2007034942/805/29.

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2007, réf. LSO-CB05600. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070030560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Levens Administration Office S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 57.118.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 28 février 2007.

F. VAN LANSCHOT MANAGEMENT S.A. / F. VAN LANSCHOT CORPORATE SERVICES S.A.

Signatures / Signatures

Référence de publication: 2007034859/695/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06535. - Reçu 28 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070030326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

**Salmaggi Constructions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8809 Arsdorf, 6, An der Hielt.  
R.C.S. Luxembourg B 86.868.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2007.

*Signature.*

Référence de publication: 2007035470/5332/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06565. - Reçu 18 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070031185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2007.

**Brockmont International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 38.068.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 6 février 2007 a appelé aux fonctions d'administrateur Monsieur Hans de Graaf, Monsieur Daan den Boer et Madame Nancy Bleumer, tous demeurant professionnellement au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, en remplacement de EURO MANAGEMENT SERVICES S.A., MONTEREY SERVICES et UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l.

Tous ces mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

Veillez également noter que, suite à une Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 28 novembre 2005, la dénomination et l'adresse du Commissaire aux comptes ont été modifiées comme suit:

COMCOLUX S.à r.l., 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Villa Bofferding, L-1331 Luxembourg.

Le mandat du Commissaire aux comptes:

COMCOLUX S.à r.l., 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Villa Bofferding, L-1331 Luxembourg, a été renouvelé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

Le conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Hans de Graaf, Administrateur
- Monsieur Daan den Boer, Administrateur
- Madame Nancy Bleumer, Administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2007.

*Pour BROCKMONT INTERNATIONAL S.A.*

*D. den Boer / H. de Graaf*

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2007034953/29/29.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2007, réf. LSO-CB04493. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070030371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Met-Lux Métalliseurs Luxembourgeois S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4802 Rodange, Pôle Européen de Développement.

R.C.S. Luxembourg B 53.778.

Il ressort d'une lettre recommandée envoyée au siège de la société en date du 22 février 2006, que Monsieur Mohammed Kara, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg au 17, rue Beaumont, démissionne avec effet immédiat, comme administrateur.

Pour extrait sincère et conforme

EASIT S.A.

Signature

Référence de publication: 2007034868/3579/15.

Enregistré à Luxembourg, le 22 février 2007, réf. LSO-CB05597. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070030425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Baring Russia Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 57.763.

Le bilan au 31 octobre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 février 2007.

Pour *BARING RUSSIA FUND*  
NORTHERN TRUST LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY S.A.  
S. David  
Vice Président

Référence de publication: 2007034840/4913/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007, réf. LSO-CC00102. - Reçu 113 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Cross Falls Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 89.243.

—  
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées lors de l'Assemblée générale tenue extraordinairement le 22 janvier 2007:

1) L'assemblée accepte la démission des administrateurs suivants: M. David De Marco, M. Bruno Beernaert et M. Alain Lam.

2) L'assemblée décide de nommer en tant que nouveaux membres du conseil d'administration:

- M. Giovanni Vittore, né à Turi, Italy, le 29 mai 1955, résidant à L-2443, Senningerberg, 19, rue des Romains, administrateur.

- M. Remy Meneguz, né à Tressange, France, le 22 mai 1950, résidant à L-8323, Olm, 63, avenue Grand Duc Jean, administrateur.

- M. Frédéric Noël, né à Algrange, France, le 13 septembre 1967, résidant à L-4987 Sanem, 8, Quartier de l'Eglise, administrateur.

Leurs mandats se termineront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2008.

Luxembourg, le 23 janvier 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007034955/799/24.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06275. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**ING RPF FB Soparfi A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 71.013.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.522.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale tenue au siège de la société le 22 janvier 2007*

- L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Steve van den Broek de son mandat de gérant de la société.

- L'Assemblée nomme comme nouveau gérant pour une durée indéterminée Monsieur Nicolas Schreurs, employé privé, avec adresse professionnelle au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 22 janvier 2007.

Pour extrait sincère conforme

ING RPF FB SOPARFI A S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2007034884/655/18.

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2007, réf. LSO-CB04819. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070030599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Société Becla S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5434 Niederdonven, 14, rue Gewan.  
R.C.S. Luxembourg B 60.112.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale du 24 février 2007*

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 février 2007 a décidé de nommer M. Jean-Marc Beck au poste d'administrateur-délégué de la société demeurant 14, rue Gevan à L-5434 Niederdannen.

M. Carlo Clausse est nommé président de la société.

Luxembourg, le 26 février 2007.

C. Clausse  
*Président de la société*

Référence de publication: 2007034934/7434/16.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06562. - Reçu 89 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070030707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Drop Zone S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4751 Pétange, 165B, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 78.823.

—  
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007035476/5332/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06573. - Reçu 18 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070031194) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2007.

---

**PL.LUX s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 40, route de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 66.363.

—  
Le bilan au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 1<sup>er</sup> mars 2007.

PL.LUX SARL  
Signature

Référence de publication: 2007034829/7442/14.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007, réf. LSO-CC00276. - Reçu 93 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070030573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Harbour Trust and Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 38.977.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 22 février 2007 que:

- Monsieur Franciscus Hubertus Rob Sonnenschein, résidant professionnellement au 106, route d'Arlon L-8210 Mamer, a été nommé aux fonctions d'administrateur de la société à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et ce jusqu'à l'Assemblée approuvant les comptes 2006;

- la démission de Madame Catherine Andrée Michèle Peuteman en date du 1<sup>er</sup> janvier 2007 de ses fonctions d'administrateur de la société a été acceptée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 22 février 2007.

L. J. Bevelander /P. J. H. Hermse  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2007034824/695/21.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06419. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070030587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Realstar Healthcare Financial S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 80.000,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 89.261.

Le bilan au 31 octobre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Signature.*

Référence de publication: 2007034753/799/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 février 2007, réf. LSO-CB04478. - Reçu 32 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070030290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---

**Transfolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 7, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 58.489.

Le bilan établi au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

*Pour TRANSFOLUX S.A.  
FIDUCIAIRE FIDUFISC S.A.  
Signature*

Référence de publication: 2007035435/4906/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2007, réf. LSO-CB06213. - Reçu 20 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070030809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2007.

---

**DZC, Société Anonyme.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 123.148.

**EXTRAIT**

Il ressort du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 15 janvier 2007:

- que Monsieur Jean-Paul Garbay, né le 19 mai 1946 à Le Chambon-Feugerolles, demeurant à 9, rue de la Paix, F-42680 Saint-Marcellin-en-Forez, est nommé administrateur de catégorie A en remplacement de Madame Martine Kapp, démissionnaire. Monsieur Jean-Paul Garbay terminera le mandat de son prédécesseur.

*Pour extrait conforme  
Signature*

Référence de publication: 2007034925/50/16.

Enregistré à Luxembourg, le 25 janvier 2007, réf. LSO-CA09321. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(070030354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2007.

---